



BUREAU DE PRESSE DU SAINT-SIÈGE

Dossier de Presse numérique

pour la Rencontre sur la Protection de Mineurs dans l'Église

21-24 février 2019

Résumé

- Comment s'est construite la Rencontre sur la Protection des mineurs page 2
- Documents officiels de la Curie ou du Pape page 7
- Timeline of the Chruch's Response both on the Local and Universal Levels page 12
- Commision pontificale pour la protection des mineurs page 28
- Contexte général concernant la manière dont les cas d'abus sexuels sur mineurs commis par un diacre, un prêtre ou un évêque sont jugés au sein de l'Église page 30
- Conseils de protection et lignes directrices par pays page 33
- Experts par pays page 37
- Articles et interviews dans différentes langues page 39
- A look at child abuse on the global level page 44

N.B.: Le dossier de presse numérique est un document de travail. Son contenu n'a pas vocation à exprimer le point de vue du Saint-Siège. Les informations incluses dans le « timeline » rassemblent des éléments publiés par plusieurs sources. Des corrections seront apportées si des erreurs sont signalées.

mis à jour 06/03/2019

Comment s'est construite la Rencontre sur la Protection des Mineurs

Federico Lombardi, S.J
Traduction de travail

Chronologie

12 septembre 2018

Le Conseil des cardinaux annonce que le pape François a décidé de convoquer une réunion avec les présidents des conférences épiscopales sur le thème de "la protection des mineurs".

23 novembre 2018

Le pape François a nommé les membres du comité d'organisation et les participants.

18 décembre 2018

Annonce de l'envoi des lettres d'invitation aux participants avec la demande de rencontre des victimes.

16 janvier 2019

Communication sur la préparation de la rencontre. Père Federico Lombardi, S.J. désigné modérateur des séances plénières.

Que propose le Pape avec cette rencontre ?

Le Pape a expliqué son intention sur le vol de retour du Panama: aidez les évêques à bien comprendre ce qu'ils doivent faire. En ce sens, il a parlé d'une "catéchèse" qui débute à partir des présidents de conférence.

Le Saint-Père veut qu'ils prennent conscience du drame et de la souffrance des victimes. Tout ceci pour faire en sorte qu'apparaisse, avec force, le sens des responsabilités de chaque évêque en tant qu'individu unique et en tant que partie intégrante de tous les évêques et de toute la communauté, c'est-à-dire de l'Eglise.

Le Saint-Père veut qu'ils sachent comment agir, donc quelles sont les procédures, les tâches qui doivent être suivies à différents niveaux (évêque diocésain, archevêque, conférence épiscopale, dicastères du Vatican). Tout cela porte à une responsabilité réciproque et à des devoirs que chacun a envers les autres évêques, dans l'Eglise et dans la société.

Cela suppose la "transparence" sur les tâches, les procédures et les moyens de les mettre en œuvre.

De cette manière, on récupère la crédibilité de l'Eglise et le sentiment de confiance du peuple à son égard.

Qui participe ?

- Le Saint Père sera présent pendant toute la durée de la rencontre
- Les présidents des conférences épiscopales: 114 au total
 - 36 d'Afrique
 - 24 d'Amérique

- 18 d'Asie
- 32 d'Europe
- 4 d'Océanie

- 14 Les chefs des Églises catholiques orientales
- 15 Ordinaires n'appartenant à aucune conférence épiscopale
- 12 Supérieurs généraux (hommes)
- 10 Supérieures Générales (femmes)
- 10 chefs des dicastères du Vatican
- 4 membres de la Curie Romaine
- 5 membres du Conseil des cardinaux
- 5 organisateurs et modérateurs et speakers
- Total: 190 personnes

Pour la liste des participants, [cliquez ici](#):

Comment la rencontre a-t-elle été préparée?

Après l'annonce du sommet, qui a eu lieu lors d'une réunion du Conseil des cardinaux, le 12 septembre dernier, le pape a nommé, fin novembre, un comité organisateur composé de quatre personnes: le cardinal Blase Cupich, le cardinal Oswald Gracias, l'archevêque Charles Scicluna et le père Hans Zollner, assistés de Gabriella Gambino et de Linda Ghisoni du Dicastère pour les laïcs, la famille et la vie. En décembre, une lettre a été envoyée aux participants, avec un questionnaire, dont les réponses étaient attendues d'ici janvier, et une invitation à rencontrer des victimes d'abus sexuels perpétrés par des membres du clergé dans leurs pays respectifs.

Les réponses au questionnaire ont été très importantes (près de 90%) et constituent une source d'informations riche. Il faudra beaucoup de temps pour élaborer et valoriser les nombreuses réponses, étant pour la plupart des réponses "ouvertes" et non "fermées". Les informations serviront également à approfondir les approches spécifiques dans les différentes cultures, même après la rencontre.

Comment se déroulera la rencontre?

Les éléments fondamentaux sont: prière et écoute; interventions et questions; travail en groupe; conclusions du Pape.

- **Prière** Au début et à la fin de chaque journée de travail, il y aura des moments consacrés à la prière; une liturgie pénitentielle aura lieu samedi après-midi et dimanche une messe sera concélébrée.
- **Relations** Il y aura 9 "relations"(interventions), 3 par jour; deux le matin et une l'après-midi, suivies de questions et réponses.
- **Groupes de travail** Chaque jour, deux moments seront consacrés aux groupes de travail, l'un le matin et l'autre l'après-midi.

- **Pape François** Le Saint-Père prononcera le discours qui ouvrira la rencontre et s'il le souhaite, il pourra faire une intervention conclusive à la fin de la journée. Dimanche matin, il prononcera le discours de clôture de la rencontre.
Pour le programme, [cliquez ici](#):

Quels sont les thèmes principaux?

Les trois jours sont centrés sur trois thèmes principaux: 1) Responsabilité, 2) Reddition de comptes (Accountability), 3) Transparence

Chacun des thèmes est articulé autour de trois “relations” (interventions). Chaque “relation” portera sur l'un des sujets auxquels elle est liée: la figure de l'évêque et ses responsabilités; la relation de l'évêque avec les autres évêques; la relation de l'évêque avec le peuple de Dieu et la société.

Le choix des “relateurs” (intervenants) a été fait de manière à représenter la diversité des continents, des cultures et des situations présentes dans l'Église; trois d'entre eux sont des femmes.

[Cliquez ici](#) pour accéder à la liste des relations et des relateurs.

Comment les participants peuvent-ils être activement impliqués?

Après chaque “relation”, il y aura un bref laps de temps consacré aux questions et aux réponses du “relateur”. Ensuite, les participants se réuniront pour former des groupes linguistiques afin de discuter des différentes “relations”. Les groupes linguistiques seront 10; il ne s'agira pas de grands groupes, ils seront composés d'une quinzaine de personnes, afin que tout le monde ait la possibilité de s'exprimer. Les différents groupes feront ensuite un bref rapport qu'ils partageront avec l'assemblée au cours de la dernière partie de la journée de travail. Ils transmettront un rapport écrit pour une étude ultérieure.

L'écoute des victimes

L'écoute des victimes et la compréhension de leurs souffrances est le point de départ nécessaire d'un engagement sérieux contre les abus sexuels. C'est pour cette raison que lors de cette rencontre un moment consacré à leur témoignage est prévu. Cependant, une telle écoute nécessite un temps suffisant, en réalité très limité pendant le sommet.

La principale écoute est celle qui a été demandée aux participants durant la préparation de la rencontre, afin de leur faire prendre conscience de l'existence et de la gravité du problème dans leur pays.

Au cours de la rencontre, l'écoute ne peut être que et nécessairement limitée: une vidéo avec 4-5 témoignages au début des travaux; chaque soir, lors de la prière, il y aura un témoignage.

Naturellement, la rencontre entend sensibiliser à la nécessité permanente de l'écoute des victimes.

La prière est-elle un moment formel et marginal ou substantiel de la rencontre?

Il s'agit d'une rencontre ecclésiale, principalement de pasteurs de l'Église. La prière est donc essentielle. La responsabilité des pasteurs est vis-à-vis de l'Eglise et la société - c'est un aspect important de la rencontre - mais surtout devant Dieu. Ceci doit déterminer le climat du sommet, qui est aussi un "examen de conscience" de l'Église et de conversion, de demande de pardon, de purification et de renouveau. La liturgie pénitentielle est un moment très important de la rencontre, de même que la concélébration conclusive avant le retour de chacun là où il exerce leur propre responsabilité et mission.

Y aura-t-il un document final ou une déclaration? Y aura-t-il un plan d'action pour l'avenir?

Un document final n'est pas prévu. La conclusion, dans le cadre de la rencontre, sera présentée par le Saint-Père dans un discours prononcé à la fin de la messe qui sera célébrée dimanche matin.

Mais, comme la rencontre en elle-même est une période d'écoute réciproque et de coresponsabilité, il est prévu que les organisateurs et les chefs de dicastère concernés se rencontrent dans les jours qui suivent afin de tirer les conséquences opérationnelles du sommet et d'observer les engagements qui en découlent, de façon à ce que les impulsions, les propositions et les mesures envisagées puissent être effectivement mises en pratique et que chaque dicastère ou institution sache ce qui lui incombe.

Comment les participants seront-ils aidés à conserver les fruits de la rencontre?

Chaque participant aura un classeur pour les textes de prières et liturgies, pour les textes des "relations" traduites dans les langues de leur choix, pour les éventuelles communications et autres textes ou *vademecum* préparés en vue de la rencontre. Naturellement, tout ce matériel sera également disponible sous forme électronique, de manière à pouvoir être facilement communiqué aux membres des différentes conférences épiscopales et aux autres personnes intéressées.

Certaines voix sont pessimistes quant au résultat de la rencontre. Comment évaluer cette attitude?

Le pessimisme dépend d'une attente erronée. Tous les problèmes de l'Église ne seront pas résolus définitivement en quatre jours. Il s'agit d'une étape dans un long processus que la communauté ecclésiale a débuté il y a plus de quinze ans et qui se poursuivra encore longtemps. Le pape a expliqué qu'il s'agissait de donner une nouvelle impulsion qui aide tous les évêques, et donc l'Église dans son ensemble, à faire un pas en avant dans la bonne direction de façon solidaire.

Mais surtout, il existe déjà de nombreux résultats, qui sans la rencontre n'existeraient pas ou auraient été retardés. Les très nombreuses réponses des évêques au questionnaire témoignent de leur mobilisation, de même que leurs entretiens avec de nombreuses victimes témoignent d'une sensibilité renforcée. Plusieurs conférences épiscopales ont accéléré la préparation et la conclusion de leurs lignes directrices sur ce sujet; d'autres ont pris des décisions (par exemple, la Conférence épiscopale italienne a mis en place un service national de protection des mineurs). D'autres normes en préparation verront probablement le jour lors de la réunion.

Documents officiels de la Curie ou du Pape, etc.

Traduction de travail

Une compilation complète des documents, homélies, et autres textes concernant les abus sur mineurs et la réponse de l’Église sont disponibles en cliquant sur ce lien. Il s’agit d’une sélection de quelques documents parmi les plus pertinents pour la Rencontre sur la protection des mineurs.

Lettre apostolique en forme de “Motu Proprio” *Sacramentorum Sanctitatis Tutela*, Pape Jean-Paul II, 30 avril 2001

Avec ce Motu Proprio, le Pape Jean-Paul II promulgua les Normes concernant les délits les plus graves réservés à la Congrégation pour la Doctrine de la foi. Les abus sexuels sur mineurs commis par un diacre, un prêtre ou un évêque sont ajoutés aux délits considérés comme « les plus graves » et placés sous la juridiction de la Congrégation pour la Doctrine de la foi.

« Article 6, § 1. Les délits les plus graves contre les mœurs réservés au jugement de la Congrégation pour la Doctrine de la Foi sont:

1° le délit contre le sixième commandement du Décalogue commis par un clerc avec un mineur de moins de dix-huit ans; est ici équivalente au mineur la personne qui jouit habituellement d'un usage imparfait de la raison. »

Directoire pour le ministère pastoral des évêques, *Apostolorum Successores*, Congrégation pour les évêques, 2004, Art 209

Ce document est un directoire mis à jour et révisé d'un texte précédent publié en 1973 et préparé par la Congrégation pour les évêques. Il a été conçu pour aider les évêques à « un exercice plus organique et plus efficace de leur ministère pastoral complexe et difficile dans l'Église et dans la société d'aujourd'hui. Il entend aider les Évêques à affronter avec une humble confiance en Dieu et avec un courage cohérent les défis que comporte l'heure actuelle –caractérisée par des problèmes nouveaux, un grand progrès et de brusques changements – en ce début du troisième millénaire » (Introduction).

« Le monde contemporain présente de graves formes d'injustice dues au fossé toujours plus profond entre les riches et les pauvres, à un système économique injuste à cause duquel, dans de nombreuses parties du monde, on souffre la faim et le nombre des marginaux augmente, alors que dans d'autres, on vit dans l'opulence. Injustices dues encore à la guerre qui menace continuellement la paix et la stabilité de la communauté internationale ; à la discrimination entre les hommes et à l'affaiblissement de la dignité de la femme, d'une part à cause de la culture hédoniste et matérialiste, et de l'autre, à cause de la non-reconnaissance de ses droits fondamentaux en tant que personne. »

« Face à ces défis, l'Évêque est appelé à être prophète en matière de justice et de paix, défenseur des droits inaliénables de la personne, en prêchant la doctrine de l'Église, qui défend le droit à la vie de la conception jusqu'à sa conclusion naturelle, et la dignité humaine. Il doit avoir à cœur de défendre les faibles, de devenir le porte-parole de ceux qui ne peuvent parler pour faire valoir leurs droits. En même temps, l'Évêque doit condamner avec force toutes les formes de violence et éléver sa voix en faveur des opprimés, des persécutés, des humiliés, des chômeurs et des enfants qui sont blessés par des agissements graves. »

Lettre pastorale du Saint-Père le Pape Benoît XVI aux catholiques d'Irlande, 19 mars 2010

Le Pape Benoît XVI s'adresse à ses « frères et sœurs de l'Église en Irlande » après la publication de plusieurs nouvelles concernant « l'abus d'enfants et de jeunes vulnérables par des membres de l'Église en Irlande, en particulier par des prêtres et des religieux ». Il résuma sa rencontre avec les évêques d'Irlande et reconnu « la gravité de ces fautes et la réponse souvent inadéquate qui leur a été réservée de la part des autorités ecclésiastiques dans votre pays ». Le Pape Benoît écrit qu'il a rencontré des victimes dans le passé et qu'il continuera de le faire.

« Vous avez terriblement souffert et j'en suis profondément désolé. Je sais que rien ne peut effacer le mal que vous avez subi. Votre confiance a été trahie, et votre dignité a été violée. Beaucoup d'entre vous, alors que vous étiez suffisamment courageux pour parler de ce qui vous était arrivé, ont fait l'expérience que personne ne vous écoutait. Ceux d'entre vous qui ont subi des abus dans les collèges doivent avoir eu l'impression qu'il n'y avait aucun moyen d'échapper à leur souffrance. Il est compréhensible que vous trouviez difficile de pardonner ou de vous réconcilier avec l'Église. En son nom, je vous exprime ouvertement la honte et le remord que nous éprouvons tous. Dans le même temps, je vous demande de ne pas perdre l'espérance. »

« Aux prêtres et aux religieux qui ont abusé des enfants : Vous avez trahi la confiance placée en vous par de jeunes innocents et par leurs parents. Vous devez répondre de cela devant Dieu tout-puissant, ainsi que devant les tribunaux constitués à cet effet. Vous avez perdu l'estime des personnes en Irlande et jeté la honte et le déshonneur sur vos confrères. Ceux d'entre vous qui sont prêtres ont violé la sainteté du sacrement de l'Ordre sacré, dans lequel le Christ se rend présent en nous et dans nos actions. En même temps que le dommage immense causé aux victimes, un grand dommage a été perpétré contre l'Église et la perception publique du sacerdoce et de la vie religieuse. »

« Je vous exhorte à examiner votre conscience, à assumer la responsabilité des péchés que vous avez commis et à exprimer avec humilité votre regret. Le repentir sincère ouvre la porte au pardon de Dieu et à la grâce du véritable rachat. En offrant des prières et des pénitences pour ceux que vous avez offensés, vous devez chercher à faire personnellement amende pour vos actions. Le sacrifice rédempteur du Christ a le pouvoir de pardonner même le plus grave des péchés et de tirer le bien également du plus terrible des maux. Dans le même temps, la justice de Dieu exige que nous rendions compte de nos actions sans rien cacher. »

Normes concernant les plus graves délits réservés à la Congrégation pour la Doctrine de la foi, Pape Benoît XVI, 21 mai 2010

« Après une étude sérieuse et attentive des changements proposés, les cardinaux et les évêques membres de la Congrégation pour la Doctrine de la foi présentèrent les résultats de leurs décisions au Souverain Pontife et, le 21 mai 2010, le Pape Benoît XVI donna son accord et approuva et ordonna la promulgation du texte révisé ». (De l'Introduction historique, préparé par la Congrégation pour la Doctrine de la foi).

Les changements introduits sont substantiels et procéduraux. Ils incluent maintenant « l'acquisition, la détention ou la divulgation » de pédopornographie.

“Article 6, § 1, 2° l'acquisition, la détention ou la divulgation, à une fin libidineuse, d'images pornographiques de mineurs de moins de quatorze ans de la part d'un clerc, de quelque manière que ce soit et quel que soit l'instrument employé.”

Lettre circulaire pour aider les Conférences épiscopales à établir des directives pour le traitement des cas d'abus sexuels commis par des clercs à l'égard de mineurs, Congrégation pour la Doctrine de la foi, 3 mai 2011

À cause de la responsabilité que l'évêque diocésain a « d'assurer le bien commun des fidèles, et la protection des enfants et des jeunes en particulier », le document a été écrit afin d'aider les évêques diocésains à répondre de manière adéquate « aux cas éventuels d'abus sexuel commis à l'égard de mineurs par des clercs » dans son diocèse (voir l'Introduction). Il encourage de manière spécifique les conférences épiscopales à développer des directives qui contribueront « à une approche commune au sein d'une même Conférence épiscopale, en aidant à harmoniser au mieux les efforts de chaque Évêque dans la protection des mineurs. » (voir la Conclusion).

« À travers la personne de l'Évêque ou de son délégué, l'Église doit se montrer prête à écouter les victimes et leurs familles, ainsi qu'à s'engager à leur fournir une assistance spirituelle et psychologique. Au cours de ses voyages apostoliques, le Pape Benoît XVI a donné un exemple particulièrement important de par sa disponibilité à rencontrer et à écouter les victimes d'abus sexuel. Lors de ces rencontres, le Saint-Père a voulu s'adresser aux victimes avec des paroles de compassion et de réconfort, comme le montrent ses propos dans la [Lettre Pastorale aux catholiques d'Irlande](#) (n. 6) : « Vous avez terriblement souffert et j'en suis profondément désolé. Je sais que rien ne peut effacer le mal que vous avez subi. Votre confiance a été trahie, et votre dignité a été violée ». « Les Directives préparées par les Conférences épiscopales visent à protéger les mineurs et à aider les victimes à trouver assistance et réconciliation. Elles devront indiquer que la responsabilité du traitement des délits d'abus sexuels sur mineurs de la part de clercs appartient en premier lieu à l'Évêque diocésain. Enfin, ces Directives devront contribuer à une approche commune au sein d'une même Conférence épiscopale, en aidant à harmoniser au mieux les efforts de chaque Évêque dans la protection des mineurs. »

Lettre apostolique sous forme de “Motu Proprio” Comme une mère aimante, Pape François, 4 Juin 2016

L'Église, « comme une mère aimante, aime tous ses enfants, mais elle s'occupe et soigne avec une affection toute particulière ceux qui sont les plus petits et sans défense : il s'agit d'un devoir que le Christ lui-même confie à toute la communauté chrétienne dans son ensemble ». Bien que ce soin et cette protection soit de la responsabilité de toute l'Église, le Saint-Père met l'accent sur ce qui doit être fait tout particulièrement via ses pasteurs. Par conséquent, « les évêques diocésains, les éparques et ceux qui ont la responsabilité d'une Église, doivent appliquer une diligence toute particulière dans la protection de ceux qui sont les plus faibles parmi les personnes qui leur sont confiées. »

Par ce Motu Proprio, le Pape François précise que parmi les “raisons graves” pour lesquelles un évêque ou équivalent peut être révoqué de sa charge, figure celle de négligence en particulier “par rapport aux cas d'abus sexuels commis sur des mineurs et des adultes vulnérables, prévus par le MP Sacramentorum Sanctitatis Tutela promulgué par Saint Jean-Paul II et amendé par mon prédécesseur bien-aimé Benoît XVI. Dans de pareils cas, il faudra observer la procédure suivante si un évêque est jugé négligent dans ce domaine. (Citations du Bulletin publié par la Salle de presse du Saint-Siège le 4 juin 2016).

« Article 1, § 1. L'évêque diocésain ou l'éparque, ou celui qui, à titre temporaire, a la responsabilité d'une Église en particulier, ou d'une autre communauté de fidèles qui lui est assimilée en vertu du canon 368 CIC et du canon 313 CCEO, peut être légitimement démis de ses fonctions, s'il a, par négligence, accompli ou omis des actes qui auraient porté un dommage grave à autrui, qu'il s'agisse de personnes physiques, ou d'une communauté dans son ensemble. Le préjudice peut être physique, moral, spirituel ou patrimonial. »

« § 2. L'évêque diocésain ou l'éparque peut être démis de ses fonctions seulement s'il a objectivement manqué, de manière très grave, à la diligence qui lui a été demandée par son bureau pastoral, même sans grave faute morale de sa part. »

« § 3. Dans le cas où il s'agit d'abus sur des mineurs ou sur des adultes vulnérables, le manque de diligence peut être considéré comme un motif grave. »

Lettre de Sa Sainteté le Pape François au peuple de Dieu 20 août 2018

Lettre écrite par le Pape François après la publication du rapport du Grand jury de Pennsylvanie. Il y rappelle au peuple de Dieu que « Si un membre souffre, tous les membres souffrent avec lui » (1 Cor 12,26)

« La douleur des victimes et de leurs familles est aussi notre douleur ; pour cette raison, il est urgent de réaffirmer une fois encore notre engagement pour garantir la protection des mineurs et des adultes vulnérables. »

« Ces derniers jours est paru un rapport détaillant le vécu d'au moins mille personnes qui ont été victimes d'abus sexuel, d'abus de pouvoir et de conscience, perpétrés par des prêtres pendant à peu près soixante-dix ans. Bien qu'on puisse dire que la majorité des cas appartient au passé, la douleur de nombre de ces victimes nous est parvenue au cours du temps et nous pouvons constater que les blessures infligées ne disparaissent jamais, ce qui nous oblige à condamner avec force ces atrocités et à redoubler d'efforts pour éradiquer cette culture de mort, les blessures ne connaissent jamais de "prescription". »

« Je suis conscient de l'effort et du travail réalisés en différentes parties du monde pour garantir et créer les médiations nécessaires pour apporter sécurité et protéger l'intégrité des mineurs et des adultes vulnérables, ainsi que de la mise en œuvre de la tolérance zéro et des façons de rendre compte de la part de tous ceux qui commettent ou dissimulent ces délits. Nous avons tardé dans l'application de ces mesures et sanctions si nécessaires, mais j'ai la conviction qu'elles aideront à garantir une plus grande culture de la protection pour le présent et l'avenir. »

« Il est essentiel que, comme Église, nous puissions reconnaître et condamner avec douleur et honte les atrocités commises par des personnes consacrées, par des membres du clergé, mais aussi par tous ceux qui ont la mission de veiller sur les plus vulnérables et de les protéger. »

Lettre envoyée par le Saint-Père à la Conférence des évêques catholiques des États-Unis, 1 janvier 2019

Lettre écrite par le Pape François à l'occasion de la semaine d'exercices spirituels effectuée par les évêques des États-Unis à l'invitation du Pape François.

« La crédibilité de l'Église a été profondément remise en question et affaiblie par ces péchés et ces crimes, mais plus encore par la volonté de vouloir les dissimuler et de les cacher, ce qui a engendré un sentiment croissant d'incertitude, de méfiance et de manque de protection parmi les fidèles. L'attitude de dissimulation, comme nous le savons, loin d'aider à résoudre les conflits, leur a permis de se perpétuer et de blesser plus profondément le réseau de relations que nous sommes aujourd'hui appelés à assainir et à restaurer. »

« Nous sommes conscients que les péchés et les crimes commis, ainsi que leurs répercussions au niveau ecclésial, social et culturel, ont provoqué une empreinte et une blessure profonde dans le cœur du peuple fidèle. Ils l'ont rempli de perplexité, de doute et de confusion; et cela sert également très souvent d'excuse pour discréditer sans cesse et mettre en doute la vie donnée par de nombreux chrétiens qui montrent «un immense amour pour l'humanité inspiré par le Dieu qui s'est fait homme» (cf. *Evangelii gaudium*, n. 76). Chaque fois que la parole de l'Evangile dérange ou devient un témoignage gênant, de nombreuses voix tentent de la faire taire en signalant les péchés et les incohérences des membres de l'Eglise et, plus encore, de ses pasteurs. »

« Une empreinte et une blessure qui ont des effets également au sein de la communion épiscopale, n'engendrant pas exactement la confrontation saine et nécessaire et les tensions propres à un organisme vivant, mais plutôt la division et la dispersion (cf. Mt 26, 31).[»](#)

Timeline of the Church's Response both on the Local and Universal Levels

Original language

- 1984 The Badgley Report, *Sexual Offense Against Children in Canada*, is released in Canada.
- 1987 The Canadian Conference of Catholic Bishops (CCCB) circulated possible guidelines which could be applied at the diocesan level.
- 1989 Mount Cashel case is exposed, Canada's largest sexual abuse scandal, and one of the largest in the world, involving the Christian Brothers of Ireland in Canada (CBIC).
 Diocese of London, Ontario, Canada, develops a policy for dealing with sexual abuse by priests¹. This policy was subsequently revised in 1994.
 CCCB mandated the creation of a committee to elaborate additional policies for individual dioceses.
- 1990 Rix Rogers, Special Advisor to the Minister of National Health and Welfare on Child Sexual Abuse in Canada, published *Reaching for Solutions*.
 The Archdiocese of St. John's, Newfoundland, Canada, publishes *The Report of the Archdiocesan Commission of Enquiry into the Sexual Abuse of Children by Members of the Clergy*.
- [Royal Commission of Inquiry into the Response of the Newfoundland Criminal Justice System to Complaints](#) is published by the Honourable S.H.S. Hughes, Q.C. Commissioner.
- 1992 The CCCB publishes [From Pain to Hope](#), a report by the Ad Hoc Committee on Child Sexual Abuse. This is the "first public document of its kind by an episcopal conference anywhere in the world, this report offered advice and guidance for all Catholics, including bishops and others responsible for priestly formation and for the clergy, together with recommendations on how to respond to what it recognized as a pervasive and extensive problem throughout society and within the Church itself." It "was appreciated by episcopal conferences in other countries as well" (PMSA, 14). In it, the Canadian Bishops stated: "We would like to see our Church face, with clarity and courage, the decisions that must be taken in light of the failure that child abuse represents for society and the Church itself.... These decisions will call for change in the attitudes of those who are wholeheartedly to defend children and other vulnerable people in society.... We would like to see our Church take firm steps which would leave no doubt as to its genuine desire to eradicate the phenomenon of child sexual abuse" ([From Pain to Hope](#), 40-41).
- The equivalent of what is now the United States Conference of Catholic Bishops (USCCB) codified Five Principles meant to help dioceses respond to allegations of clergy sexual abuse."
- 1993 The USCCB's Priestly Life and Ministry subcommittee on Sexual Abuse organized a "Think Tank". This "Think Tank" released a report and made recommendations to the Bishops' Conference who announced the formation of the Ad Hoc Committee of Sexual Abuse.
- 1995 The Church in the Netherlands established Help & Justice (Hulp & Recht), a body for victims of sexual abuse within the Roman Catholic Church in the Netherlands (See [Reporting Centre Sexual Abuse within the Roman Catholic Church in the Netherlands](#) for all statistics on the Church in the Netherlands).

¹ Information specifically regarding Canada: Canadian Conference of Catholic Bishops, *Protecting Minors from Sexual Abuse: a Call to the Catholic Faithful in Canada for Healing, Reconciliation, and Transformation*, 2018 (PMSA).

- 1996 The Irish Catholic Bishops' Conference (ICBC) Advisory Committee on Child Sexual Abuse by Priests and Religious issued a report entitled [Child Sexual Abuse: Framework for a Church Response](#).
- The Australian Catholic Bishops Conference (ACBC) and Catholic Religious Australia (CRA) released *Towards Healing: Principles and procedures in responding to complaints of abuse against personnel of the Catholic Church in Australia*, a pastoral, non-legal response for those who have been abused. This document was subsequently updated in 2000, 2010 and 2016.
- 1997 The Belgian Bishops' Conference initiated [two points of contact](#) to accompany persons who had been sexually abused by priests (one for French speakers and one for Dutch speakers).
- "The Interdiocesan Commission on Cases of Sexual Abuse in Pastoral Ministry appointed by the Bishops of Malta and Gozo in collaboration with the Major Superiors' Conference"² of Malta meet for the first time.
- 1998 The [National Catholic Risk Retention Group](#) convenes national child sexual abuse experts which leads to the creation of the [VIRTUS®](#) program now used in over 80 US dioceses. The program trains those who interact with children in the prevention of abuse.
- The Maltese Ecclesiastical Province Conference and the Major Superiors' Conference approved [On Cases of Sexual Abuse in Pastoral Activity: Statement of Policy and Procedures in Cases of Sexual Abuse](#) presented by the Interdiocesan Commission on Cases of Sexual Abuse in Pastoral Activity.
- 1999 The [National Committee for Professional Standards](#) publishes [Integrity in Ministry: a Document of Principles and Standards for Catholic Clergy and Religious in Australia](#). This is the result of a 1996 comprehensive plan of the ACBC and CRA "to respond to the revelations of abusive behaviour that had recently come to light".
- The Southern African Catholic Bishops' Conference published a protocol for the sexual abuse of minors. It was subsequently revised 5 times, the most revision being that of 2013.
- The Maltese Ecclesiastical Province Conference and the Major Superiors' Conference published [On Cases of Sexual Abuse in Pastoral Activity: Statement of Policy and Procedures in Cases of Sexual Abuse](#) and instituted a Response Team responsible for investigating allegations of the sexual abuse of minors. An updated version of the Statement of Policy was later issued in 2014.
- 2000 The Conference of Bishops of France (CEF) address "the difficult problem of Pedophilia" in a Plenary Assembly in Lourdes. They released a [declaration](#), saying "the Church condemns these acts of pedophilia, the French bishops stated: 'When the aggressor is a priest, there is a double betrayal. Not only does an informed adult impose his impulses on a minor, but his actions contradict the Gospel he proclaims. The bishops understand how deep and how often unspeakable is this injury to children or adolescents. They experience true suffering and the bishops are in solidarity with the victims and their families.' "
- The ACBC and CRA update *Towards Healing: Principles and procedures in responding to complaints of abuse against personnel of the Catholic Church in Australia*.
- An official commission is established in Belgium to handle allegations of sexual abuse within the context of pastoral relationships.
- 2001 Motu Proprio [Sacramentorum Sanctitatis Tutela](#) (SST) is published by which the [Norms concerning the more grave delicts reserved to the Congregation for the Doctrine of the Faith](#) are promulgated. Sexual abuse of minors committed by a deacon, priest or bishop is added to those considered "most grave delicts," and placed under the jurisdiction of the

² [On Cases of Sexual Abuse in Pastoral Activity: Statement of Policy and Procedures in Cases of Sexual Abuse](#), page 1.

Congregation for the Doctrine of the Faith. The *Norms* will be updated again under Benedict XVI to include pornography as well (see below).

Catholic Bishops Conference of England and Wales (CBCEW) released *A Programme for Action: Final Report of the Independent Review on Child Protection in the Catholic Church in England and Wales* (The Nolan Report). This report was initiated by Cardinal Cormac Murphy-O'Connor and was entrusted to Lord Nolan who chaired an independent committee to conduct a review on child protection in the Catholic Church of England and Wales.

The ICBC [announced](#) the establishment of a new Child Protection Office.

2002

The Boston Globe, reports the cover up of cases of sexual abuse on the part of Cardinal Law and his predecessors. Cases of sexual abuse on the part of certain priests had already received nation-wide attention (for example, the Porter case in 1992).

The USCCB established the [National Review Board](#) for the Protection of Children and Young People (NRB) to collaborate with the Bishops in preventing the sexual abuse of minors by persons serving in the Church.

The USCCB approved the [Charter for the Protection of Children and Young People](#) a “comprehensive set of procedures...for addressing allegations of sexual abuse of minors by Catholic clergy”.

The USCCB formed the [Committee](#) for the Protection of Children and Young People for the purpose of advising the USCCB on “all matters related to child and youth protection and is to oversee the development of the plans, programs, and budget of the Secretariat of Child and Youth Protection”.

The USCCB forms the [Secretariat](#) of Child and Youth Protection to assist the US Bishops “on all matters related to child and youth protection, and to oversee the development of the Conference’s plans and programs for child and youth protection”.

The German Bishops’ Conference introduces Guidelines.

Pope John Paul II meets with the [Cardinals of the United States](#).

The CEF released the first edition of *Lutter contre la pédophilie*.

The Swiss Bishops’ Conference publishes *Sexual Abuse in Pastoral Ministry: Diocesan Directives*. A second edition is published in 2011, and a third, in 2014 under the title *Sexual Abuse in the Ecclesial Context: Directives of the Swiss Bishops’ Conference and the Union of Major Superiors of Switzerland*. [Directives in German](#). [Directives in French](#). [Directives in Italian](#).

The [Essential Norms for Diocesan/Eparchial Policies Dealing with Allegations of Sexual Abuse of Minors by Priests or Deacons](#), received the *recognitio* of the Holy See and are promulgated. The United States is the only territory in which particular law in addition to universal law applies to clerical sexual abuse of minors.

2003

The USCCB published the [Charter for the Protection of Children and Young People](#).

2004

Functions of the members of the NRB are revised slightly and reconfirmed by the USCCB.

The NRB engaged the John Jay College of Criminal Justice to conduct research regarding “the nature and scope of the problem of sexual abuse of minors by clergy”. The [John Jay Report](#), entitled *The Nature and Scope of Sexual Abuse of Minors by Catholic Priests and Deacons in the United States 1950-2002* is released.

The National Committee for Professional Standards of the ACBC and CRA updated [Integrity in Ministry: A Document of Principles and Standards for Catholic Clergy and Religious in Australia](#).

2005

Marcial Maciel, Founder of the Legionaries of Christ, is judged guilty by the CDF.

The ICBC publishes [*Towards Healing: a Lenten Reflection*](#) on child sexual abuse.

An official government investigation into the allegations of clerical sexual abuse in the diocese of Ferns, County Wexford in Ireland, issued the [Ferns Report](#). The Ferns Inquiry identified more than 100 allegations of such abuse committed between 1962 and 2002 and 21 priest perpetrators. It also detailed the Church response during that time.

The ICBC held a [special meeting](#) in which the Irish Bishops “apologised to all those people hurt at the hands of abusers in the Church. Bishops expressed their deep sadness at the findings of the Ferns Inquiry and especially those pages retelling the pain experienced by those who have suffered.”

The first accredited Diocesan Child Protection Trainers are certified in Ireland.

The ICBC, the Conference of Religious of Ireland (CORI) and the Irish Missionary Union published [*Our Children Our Church: Child Protection Policies and Procedures for the Catholic Church in Ireland*](#).

The USCCB revised its [*Charter for the Protection of Children and Young People*](#) for the first time. The [*Essential Norms for Diocesan/Eparchial Policies Dealing with Allegations of Sexual Abuse of Minors by Priests or Deacons*](#) was developed by the Ad Hoc Committee on Sexual Abuse of the USCCB and by the Vatican-U.S. Bishops’ Mixed Commission on Sex Abuse Norms. They were approved by the full body of US bishops at its June 2005 General Meeting.” Later they received the subsequent *recognitio* of the Holy See and were promulgated in 2006. The revised [*Statement of Episcopal Commitment*](#), developed by the USCCB’s Ad Hoc Committee on Bishops’ Life and Ministry is approved by the USCCB in 2005, 2011 and 2018.

2006

The [National Board](#) for Safeguarding Children in the Catholic Church (NBSCCC) in Ireland is established to provide best practices and monitor the safeguarding of Children.

The first annual Child and Youth Protection Leadership Conference, sponsored by the USCCB Secretariat for Child and Youth Protection is held. These conferences allow “Child protection and victim assistance leaders from Catholic dioceses across the United States...to discuss key issues related to abuse and learn from international experts”.

The John Jay College of Criminal Justice, on the request of the USCCB issued a [Supplementary Report](#) to its 2004 report.

“The Church in Slovenia has placed great emphasis on protecting minors from the outset, limiting damage and acting in advance. With the communist dictatorship, which lasted from 1945 to 1992, Catholic education was almost non-existent and for this reason the potential abusers did not have direct contact with minors. With the arrival of democracy, some Catholic schools have opened but they represent less than 3% of the school population in the country. **Prevention actions, on the other hand, were already adopted in 2006**, with the introduction of the first [guidelines](#).” (citing information solicited from the spokesperson for the Slovenian Bishops’ Conference).

2007

The Cumberlege Commission, an ecclesiastical commission chaired by Julia Cumberlege, released its [review](#) of the CBCEW’s prevention policies.

2008

The CBCEW and the Conference of Religious of England and Wales (CoR) formed the [National Catholic Safeguarding Commission](#) based on the results of the Cumberlege Commission.

The diocese of London, Ontario, Canada publishes a [Safe Environment Policy](#). It was subsequently updated in 2014 and 2016.

2009

The ICBC held a special meeting on Safeguarding Children in response to the NBSCCC’s [Report on the Management of Two Child Protection Cases in the Diocese of Cloyne](#) published in 2008 and the [HSE Audit of Catholic Church Dioceses](#) reports published in

2009. The Irish Bishops admit that “victims who have come forward, and those who are unable to do so for a variety of complex reasons, have once again had their wounds of abuse opened by Church failure” and agree to [three items](#).

Ireland’s NBSCCC publishes [*Safeguarding Children: Standards and Guidance Document for the Catholic Church in Ireland.*](#)

Apostolic Visitation of the Legionaries of Christ is mandated by Pope Benedict XVI, leading to the revision of their Constitutions.

Benedict XVI grants special faculties to the [Congregation for the Clergy](#), one of which allows it to present cases in which a priest has violated his vow of celibacy directly to the Pope.

The [Ryan Report](#) is published in Ireland regarding abuse (all forms of abuse) that took place in institutions which provided services to children, mostly under the auspices of the Catholic Church.

The results of the [Murphy Report](#), which looked at abuse over 30 years by members of the clergy of the archdiocese of Dublin, is published.

The Church in Slovenia formed a dedicated group of experts. This group is “formed by a civil lawyer, a canon lawyer and a psychotherapist to recommend the procedure to be followed to individual Ordinaries regarding complaints received. The main objective is the maximum prevention of every possible crime against the safety of minors and vulnerable adults as well as the “zero tolerance” towards behaviors considered risky as well as crimes that have been reported” (citing information solicited from the spokesperson for the Slovenian Bishops’ Conference).

2010

The Canisius College case erupts in Germany and the Episcopal Conference of Germany initiates public debate on the topic of the sexual abuse of minors and renews their Guidelines.

The [ICBC and representatives](#) of four groups representing victims of abuse met together. It was decided that a group of bishops would continue to meet with survivors.

Pope Benedict XVI called all the Bishops of Ireland to Rome and issued a [pastoral letter to all the Catholics of Ireland](#).

[Pope Benedict XVI](#) meets with the Bishops of Ireland. He “observed that the sexual abuse of children and young people is not only a heinous crime, but also a grave sin which offends God and wounds the dignity of the human person created in his image. While realizing that the current painful situation will not be resolved quickly, he challenged the Bishops to address the problems of the past with determination and resolve, and to face the present crisis with honesty and courage”.

Apostolic Visitation of all dioceses and seminaries in Ireland is mandated by Pope Benedict XVI and took place from November 2010 to March 2012.

Benedict XVI introduced changes, in substance and procedure, to the [*Norms concerning the more grave delicts reserved to the Congregation for the Doctrine of the Faith*](#), which now include the “acquisition, possession, or distribution” of child pornography.

The CEF released the second edition of [*Lutter contre la pédophilie*](#).

The John Jay College of Criminal Justice presented [*The Causes and Context of Sexual Abuse of Minors by Catholic Priests in the United States, 1950-2010.*](#)

The Austrian Bishops’ Conference published the first edition of [*Die Wahrheit wird euch frei machen: Rahmenordnung für die katholische Kirch in Österreich \(The Truth Will Make You Free: General Regulations for the Catholic Church in Austria\)*](#). This text will

later be updated in 2016.³ These Guidelines are also available in [Croatian](#), [Serbian](#), [Bosnian](#), [Polish](#), [French](#) and [Spanish](#).

The Austrian Bishops' Conference established an Independent Victim Protection Advocacy Office ([Unabhängige Opferschutzanwaltschaft](#)), an independent commission available to all victims of abuse and violence in Church and society.

The Austrian Bishops' Conferences established [Ombudsstellen gegen Gewalt](#) und Sexuellen Missbrauch im kirchlichen Bereich, a network of diocesan public advocates on behalf of the victims of clergy sexual abuse. The Austrian Federal Government established a similar entity, called the Independent Victim Protect Commission, based on the model of the Church-sponsored entity, and tapped into its staff as well.

The Austrian Church established the Catholic Church's Foundation for Victim Protection, founded to enact the recommendations of the Independent Victims' Commission.

The ACBC and CRA updated [Towards Healing: Principles and procedures in responding to complaints of abuse against personnel of the Catholic Church in Australia](#).

The Archdiocese of Luxembourg initiates a hotline and publishes a report on cases of abuse within the Church in Luxembourg.

The Bishops' Conference of Spain published [Protocolo de actuación de la Iglesia en España para tratar los casos de los delitos más graves cometidos contra la moral por parte de clérigos](#) (Procedure for handling cases of the most serious moral crimes committed by clerics in the Church in Spain) and [Protocolo de actuación según la legislación del estado](#) (Procedures according to State legislation).

The Swiss bishops publicly asked forgiveness for abuses committed.

A stream of complaints from victims of sexual abuse within the Catholic Church in the Netherlands followed the publication of reports by NRC Handelsblad and the Wereldomroep (the Dutch world broadcasting service). Practically all of the cases were barred from action under criminal and civil law by the statute of limitations.

The Conference of Bishops of the Netherlands and the Conference of Dutch Religious initiated an independent inquiry by a commission chaired by former minister and Speaker of the Dutch House of Representatives, Wim Deetman.

The Deetman Commission published an interim report, which called mainly for the reorganisation of Help & Justice. The Conference of Bishops of the Netherlands and the Conference of Dutch Religious decide to delegate implementation of the recommendation to a committee chaired by Mr. Ronald Bandell, a former mayor of Dordrecht.

The Belgian Episcopal Conference established a commission, led by professor Adriaenssens of the Catholic University of Louvain.

2011

["Towards Healing"](#), a new Counselling and Support Service for Survivors of Clerical and Religious Abuse and a Helpline is launched in Ireland, taking the place of the Faoiseamh Counselling Service which had been in existence since 1997.

[Circular Letter](#) to assist Episcopal Conferences in developing guidelines for dealing with cases of sexual abuses of minors perpetrated by clerics is published by the CDF and includes a summary of applicable canonical legislation. Each Conference was asked to prepare or update Guidelines within one year.

Fr Fernando Karadima is found guilty by the Vatican of the sexual and psychological abuse of minors.

³ See [The Austrian Church's measures against abuse and violence](#) for more detailed information. [German version](#).

The National Committee for Professional Standards of the ACBC and CRA released *[Integrity in the Service of the Church: A Resource Document of Principles and Standards for Lay Workers in the Catholic Church in Australia](#)*.

The Catholic Bishops' Conference of Scotland established the [McLellan Commission](#) to review safeguarding policies in the Catholic Church in Scotland.

The USCCB revised the [Charter for the Protection of Children and Young People](#) for the second time.

The Episcopal Conference of Chile(CECH) established the [Consejo Nacional](#) de Prevención de abusos y Acompañamiento de Victimas (National Council for the Prevention of Abuse and the Accompaniment of Victims).

The Archdiocese of Luxembourg published *[Leitlinien der Erzdiözese Luxemburg für den Umgang mit sexualisierter Gewalt an Minderjährigen und erwachsenen Schutzbefohlenen im kirchlichen Bereich](#)* (Guidelines of the Archdiocese of Lumembourg for dealing with sexual violence against minors and vulnerable adults in the Church). An updated version was released in 2014.

The Swiss Bishops' Conference published the 2nd edition of *Sexual Abuse in Pastoral Ministry: Diocesan Directives*. A 3rd edition would be released later in 2014 under the title *Sexual Abuse in the Ecclesial Context: Directives of the Swiss Bishops' Conference and the Union of Major Superiors of Switzerland*. [Directives in German](#). [Directives in French](#). [Directives in Italian](#).

The Bandell Commission recommended the establishment of an independent Reporting Centre for Sexual Abuse of Minors within the Roman Catholic Church in the Netherlands, with a Victim Support Platform, a Complaints Committee and a Compensation Committee. Oversight is to be exercised by an independent body, the Management and Monitoring Foundation on Sexual Abuse within the Roman Catholic Church in the Netherlands (Stichting Beheer en Toezicht).

The Deetman Commission published the report '[Sexual Abuse of Minors in the Roman Catholic Church](#)'.

The Bishops in Finland published *[Den katolske Kirkes beredskab over for seksuelle overgreb mod børn og unge begået af præster eller andre kirkelige medarbejdere](#)* (The preparedness of the Catholic Church against sexual abuse of children and adolescents committed by priests or other ecclesiastical staff). It contains regulations as well as an overview of the history of sexual abuse in the Catholic Church and specifically in Denmark.

2012 The CBCEW's National Catholic Safeguarding Commission published the [Procedures Manual: Towards a Culture of Safeguarding](#).

"Toward Healing and Renewal", an international symposium coordinated by Fr Hans Zollner, SJ, and organized at the Pontifical Gregorian University, is attended by representatives of 110 episcopal conferences and 35 religious institutes. Participants received input on different aspects of the issue and how to face them in their own countries by developing Guidelines and other adequate instruments.

The Italian Bishops' Conference (CEI) approves *[Linee guida per i casi di abuso sessuale nei confronti dei minori da parte di chierici](#)*. They are subsequently revised according to requests from the CDF and published in 2014.

Robert Spanó, President of the Faculty of Law at the University of Iceland published an independent [report](#) commissioned by Bishop Peter Bürcher. The report is the result of an independent investigation into practices and responses regarding accusations on the part of the Catholic Church.

The Bishops' Conference of Belarus published "Guidelines regarding the way to proceed in cases of sexual abuse of minors committed by the clergy". Link not available.

The Korean Bishops' Conference approved *Guidelines for Dealing with Cases of Sexual Abuse of Minors Perpetrated by Clerics in Korea*. (Not published online.)

The former Deetman Commission published its first monitoring report in the Netherlands. It was discussed in the House of Representatives' Standing Committee on Security and Justice.

The CDF [published](#) that it opened 29 judicial penal processes and 163 administrative penal processes. 57 cases were submitted to the Holy Father to make a non-appealable decision to dismiss the accused from the clerical state. 67 other cases ended in dismissing the accused from the clerical state.

The Belgian Bishops and the major superiors of Belgium published [*Une Souffrance cachée: Pour une approche globale des abus sexuels dans l'Eglise*](#) (Hidden Suffering: For a Global Approach to Sexual Abuse in the Church).

The Belgian Bishops established the Commission of the Belgian Church to protect children and youngsters, led by professor Manu Keirse of the Catholic University of Louvain.

The CEF approved [*Directives pour le traitement des cas d'abus sexuel commis par des clercs à l'égard de mineurs*](#) (Guidelines for handling cases of sexual abuse of minors by clerics). It would later be published in 2015 after the text went through an examination process with the CDF.

2013 The German Bishops' Conference published [*Guidelines for dealing with sexual abuse of minors and of adult charges by clergy, religious and other staff within the domain of the German Bishops' Conference*](#). [Guidelines in German](#).

The German Bishops' Conference published [*Framework Regulation: Prevention of sexualized violence against minors and adult charges within the domain of the German Bishops' Conference*](#). [Regulations in German](#). [Regulations in Italian](#).

The Apostolic Administration of Estonia prepared guidelines regarding the abuse of minors.

The Episcopal Conference of Uruguay published [*Protocolo ante denuncias contra clérigos por abuso sexual de menores*](#) (Protocol regarding allegations against clerics regarding the sexual abuse of minors).

The Diocese of Reykjavík in Iceland published [*Almenn tilskipun varðandi ásakanir um ofbeldi eða kynferðislega misnotkun barna eða fullorðinna innan Kapólsku kirkjunnar á Ísland*](#) (Guidelines on Allegations of Violence or Sexual Abuse of Children or Adults in the Catholic Church in Iceland).

The Bishops' Conference of Argentina approved [*Líneas-Guía de Actuación en el caso de denuncias de abusos sexuales en los que los acusados sean clérigos y las presuntas víctimas sean menores de edad \(o personas a ellos equiparados\)*](#) (Guidelines and Procedures in the case of the accusation of clerical sexual abuse of a minor). (This link needs to be copied and pasted into browser: http://www.episcopado.org/DOCUMENTOS/14//lineas_guia_CEA.pdf.)

The Korean Bishops' Conference published *Guidelines for Dealing with Cases of Sexual Abuse of Minors Perpetrated by Clerics in Korea*. These Guidelines reflect the observations and suggestions of the CDF (Not published online.)

The Standing Committee on Security and Justice held a hearing in the House of Representatives in the Netherlands on Mr. Deetman's first monitoring report, of 28 September 2012. Representatives of the church and of victim groups came face to face. After the meeting, agreements were made for regular consultation.

The Commission for Help, Recognition and Reparation for violence against minors in the Roman Catholic Church (HEG Commissie) was established in the Netherlands with responsibility for arranging recognition and reparation solely for victims of violence.

The CDF [published](#) that it received 443 cases considered grave delicts in 2013. The majority involved sexual abuse of minors by clerics. No precise number was given.

The Diocese of Port-Louis (Mauritius) promulgated protocol indicating the procedures to be followed when allegations surfaced.

Former Auxiliary Bishop of Ayacucho, Peru, Gabino Miranda is dismissed from the clerical state for having sexually abused minors.

2014 Pope Francis instituted the [Pontifical Commission for the Protection of Minors](#) for the purpose of studying and proposing ways and solutions that are appropriate for an efficacious protection of minors at different levels of the life of the Church.

The Swiss Bishops' Conference published *Sexual Abuse in the Ecclesial Context: Directives of the Swiss Bishops' Conference and the Union of Major Superiors of Switzerland*. This is the third edition of the publication *Sexual Abuse in Pastoral Ministry: Diocesan Directives* first published in 2002. [Directives in German](#). [Directives in French](#). [Directives in Italian](#).

The Italian Bishops' Conference issued [Guidelines for cases of sexual abuse against minors by clerics](#) intended to facilitate the correct application of Church law and to situate the issue in relationship to Italian regulations.

Pope Francis publishes a ["Rescriptum ex audiencia ss.mi"](#) regarding the creation of a college, within the congregation for the doctrine of the faith, for the examination of ecclesiastical appeals involving delicta graviora.

The Archdiocese of Luxembourg updated [Leitlinien der Erzdiözese Luxemburg für den Umgang mit sexualisierter Gewalt an Minderjährigen und erwachsenen Schutzbefohlenen im kirchlichen Bereich](#) (Guidelines of the Archdiocese of Lumembourg for dealing with sexual violence against minors and vulnerable adults in the Church).

The Episcopal Conference of Colombia prepared [Líneas – Guía para la redaccion de los decretos diocesanos de protección de menores](#) to aid the preparation of protocol at the diocesan level.

The Bishops' Conference of Lithuania published [Prevencijos Gairės Dėl Katalikų Bažnyčioje Dirbančių Dvasininkų, Vienuolių, Savanorių Ir Kitų Darbuotojų Elgesio Su Nepilnamečiais](#) (Safeguarding Guidelines)

The Polish Bishops' Conference published [Wytyczne dotyczące wstępnego dochodzenia kanonicznego w przypadku oskarżeń duchownych o czyny przeciwko szóstemu przykazaniu Dekalogu z osobą niepełnoletnią poniżej osiemnastego roku życia](#) (Guidelines relative to the preliminary canonical investigation in cases in which a cleric is accused of the act against the sixth commandment of the Decalogue with a minor). [Available for download](#) in Italian. These guidelines are subsequently revised in 2017 due to changes in civil law.

Theresa May, in her capacity as Home Secretary, commissioned the [Independent Inquiry](#) into Child Abuse.

The CDF [published](#) that it received 544 cases considered grave delicts in 2014. No precise number regarding the cases specifically regarding the sexual abuse of minors was given.

The Kenya Conference of Catholic Bishops drafted [Safeguarding Children: Policy and Procedures](#).

The Belgian Commission Interdiocésaine pour la Protection des Enfants et des Jeunes (Interdiocesan Commission for the Protection of Children and Young People) published

Du Tabou à la Prévention: *Code de conduit en vue de la prevention d'abus sexuels et de comportements transgressifs dans les relations pastorales avec les enfants et les jeunes* (From Taboo to Prevention: Code of Conduct for the Prevention of sexual abuse and transgressive behaviour in pastoral relationships with children and young people).

The Maltese Ecclesiastical Province published an updated edition of *On Cases of Sexual Abuse in Pastoral Activity: Statement of Policy and Procedures in Cases of Sexual Abuse.*

The Bishops' Conference covering the Indian Ocean (Comoros, Mauritius, Réunion, Seychelles), published *Directives communes* (Common Directives). They invited each diocese and vicariate of CEDOI to publish diocesan *Protocol*.

The Bishops' Conference of Slovakia published *Postup v prípadoch sexuálneho zneužívania klerikmi* (The procedure in cases of sexual abuse by clerics).

2015

The CEF published the *Directives pour le traitement des cas d'abus sexuel commis par des clercs à l'égard de mineurs, Instruction*, approved by the Bishops' Conference in 2012 and updated with modifications suggested by the Congregation for the Doctrine of the Faith in 2013.

CECH published *Cuidado y Esperanza: Líneas Guía de la Episcopal Conference of Chile para tratar los casos de abusos sexuales a menores de edad.*

The Archdiocese of Luxembourg and Trier in Germany organized an international congress attended by people in charge of prevention in their local churches. 14 countries were represented.

The Bishops' Conference of Argentina published *Líneas-Guía de Actuación en el caso de denuncias de abusos sexuales en los que los acusados sean clérigos y las presuntas víctimas sean menores de edad (o personas a ellos equiparados)* (Guidelines and Procedures in the case of the accusation of clerical sexual abuse of a minor). (This link needs to be copied and pasted into browser: http://www.episcopado.org/DOCUMENTOS/14//lineas_guia_CEA.pdf.)

The Conference of Bishops of the Netherlands and the Conference of Dutch Religious established a Reporting Centre for Transgressional Behaviour.

The Conference of Bishops of the Netherlands and the Conference of Dutch Religious adopted rules for a 'final action' for victims whose complaints were initially declared unfounded, but were believed to be authentic.

Pope Francis accepted the resignation of Bishop Robert Finn of Kansas City-St. Joseph in the United States. Finn had previously been convicted of the failure to report an accusation of child abuse in 2012.

Pope Francis accepted the resignation of Archbishop John Nienstedt and Auxiliary Bishop Lee Anthony Piché of the Archdiocese of St. Paul and Minneapolis in the United States. Prosecutors had charged the Archdiocese for failure to respond to reports of the "troubling conduct" of a former priest of the Archdiocese.

The Congregation for Institutes of Consecrated Life and Societies of Apostolic Life appoint Bishop Fortunato Urcey Apostolic Visitor of the Sodalitium Christianae Vitae of Peru.

The CDF published that it received 518 cases considered grave delicts in 2015. The majority involved sexual abuse of minors by clerics. No precise number was given.

The Safeguarding Commission is founded by the Archdiocese of Malta, the Diocese of Gozo and the Conference of Religious Major Superiors. The aim of the commission is that of advising Church leaders on policies and practices in the safeguarding of children and vulnerable adults.

The book *Mitad monjes mitad soldados* (Half Monks, Half Soldiers) uncovered physical, psychological and sexual abuse in Peru of the leaders of Sodalitium Christianae Vitae, founded by Luis Fernando Figari Rodrigo.

The CEF published *Directives pour le traitement des cas d'abus sexuel commis par des clercs à l'égard de mineurs* (Guidelines for handling cases of sexual abuse of minors by clerics).

2016 The ACBC and CRA updated *Towards Healing: Principles and procedures in responding to complaints of abuse against Personnel of the Catholic Church in Australia*.

Pope Francis published the Motu Proprio *As a Loving Mother* as an Apostolic Letter which states that Bishops who “through negligence or omission” cause “grave harm to another person or the community” can be dismissed. In addition, in the “case of the abuse of minors and vulnerable adults, a bishop can be removed even for lack of diligence”.

The Congregation for the Clergy published *The Gift of Priestly Vocation, Ratio Fundamentalis Institutionis Sacerdotalis*, which includes a section on the Protection of Minors and the Accompaniment of Victims (Art 202).

The Catholic Bishop’s Conference of the Philippines published *“You Did it to Me!”: Pastoral exhortation on the Pastoral Care and Protection of Minors*

The CEF [announced](#) the creation of La Cellule permanente de lutte contre la pédophilie (CPLP), an “independent national commission of experts”, “chaired by qualified lay people, and composed of experts...to advise the Bishops in the evaluation of the situations of priests who have committed reprehensible acts”.

The Conference of Major Superiors in France (CORREF) held an assembly with the participation of experts.

CPLP of France held its first national assembly of personnel in charge of the fight against the sexual abuse of minors on the diocesan level.⁴

The Irish NBSCC published the [*Safeguarding Children Policy and Standards for the Catholic Church in Ireland*](#).

The Austrian Bishops’ Conference published a revised and supplemented edition of *Die Wahrheit wird euch frei machen: Rahmenordnung für die katholische Kirch in Österreich* ([*The Truth Will Make You Free: General Regulations for the Catholic Church in Austria*](#)). These Guidelines are also available in [Croatian](#), [Serbian](#), [Bosnian](#), [Polish](#), [French](#) and [Spanish](#).

Pope Francis wrote a [letter](#) to the Bishops and asked them to “take all necessary measures and to protect in every way the lives of our children, so that such crimes may never be repeated” and that they “adhere, clearly and faithfully, to ‘zero tolerance’”.

The Bishops’ Conference of Uruguay released a [statement](#) and instituted a hotline to receive complaints regarding the sexual abuse of minors by clergy.

The Interritual Episcopal Conference of Bulgaria published *Linee Guida per I case di abuso sessuale nei confronti di minori da parte di chierici* (Guidelines for cases of sexual abuse of minors by clerics).

Mr. Deetman published his final monitoring report on five years of activities on behalf of victims of sexual abuse in the Netherlands.

The Mexican Episcopal Conference of Bishops published *Líneas Guía del Procedimiento a Seguir en Casos de Abuso Sexual de Menores por Parte del Clérigo* (Guidelines for the Procedure to Follow in Cases of Sexual Abuse of Minors by the Clergy).

⁴ Dates regarding CPLP taken from: *Rapport de la Conférence des Évêques de France sur la lutte contre la pédophilie dans l'église*, 2018.

The CDF [published](#) that in 2016 it received 415 cases involving the sexual abuse of minors by clerics or the acquisition, possession, or distribution by a cleric of pornographic images of minors under the age of fourteen.

The Kenya Conference of Catholic Bishops published [*Safeguarding Children: Policy and Procedures*](#).

The Inter-diocesan Commission for the Protection of Children and Young People in Belgium released [information](#) regarding the intake of allegations through its 8 diocesan hotlines, the hotline for religious orders, and the hotline for the Episcopal Conference.

2017

In Australia, the Royal Commission into Institutional Responses to Child Sexual Abuse released its [report](#). The report studied sexual abuse in schools, churches, youth groups, scout troops, orphanages, foster homes, sporting clubs, group homes, charities, and in family homes. This report contains a number of suggestions specifically for the Catholic Church.

The Congregation for Institutes of Consecrated Life and Societies of Apostolic Life, on the conclusion of the Apostolic Visitation undertaken by Bishop Urcey, decreed that its founder, Luis Fernando Figari, was prohibited from any contact with Sodalitium Christianae Vitae. This decision would be upheld on appeal in 2019.

[**Catholic Professional Standards**](#) is founded in Australia by the ACBC and CRA in response to the Royal Commission report. It is a lay board operating independently of the Church to hold leaders and members of Catholic organizations “accountable for the safety of children and vulnerable adults who come into contact with the Church and its works”.

The CEF published the third edition of [*Lutter contre la pédophilie*](#).

CPLP in France held the first national formation program of Superiors and those working in seminary formation.

CPLP held its second national assembly of personnel in charge of the fight against the sexual abuse of minors on the diocesan level.

The Episcopal Conference of Argentina created the Consejo pastoral para la protección de menores (Pastoral Council for the Protection of Minors).

The Polish Bishops' Conference issued the 2nd edition of [*Wytyczne dotyczące wstępnego dochodzenia kanonicznego w przypadku oskarżeń duchownych o czyny przeciwko szóstemu przykazaniu Dekalogu z osobą niepełnoletnią poniżej osiemnastego roku życia*](#) (Guidelines relative to the preliminary canonical investigation in cases in which a cleric is accused of the act against the sixth commandment of the Decalogue with a minor). [Available for download](#) in Italian. These guidelines were revised due to changes in civil law.

The Bishop's Conference of Mexico issued the [*Protocolo de Protección de Menores*](#) based on legislation in force in Mexico.

The Roman Catholic Church in the Netherlands agrees with the government that it will treat any later reports seriously and will continue to offer support for victims.

The CDF [published](#) that it received 410 cases considered grave delicts in 2017. The majority involved sexual abuse of minors by clerics. No precise number was given.

Peru's Congress of the Republic created the Comisión Investigadora de Abusos Sexuales contra Menores de Edad en Organizaciones (Investigative Commission regarding the Sexual Abuse of Minors within Organizations). A report before Congress is forthcoming in May 2019.

2018

In January, Pope Francis defended his appointment of Bishop Juan Barros Madrid to lead the diocese of Osorno, saying that accusations that he covered up the sexual abuse perpetrated by Fernando Karadima were calumnious. The Pope subsequently sent two

envoys to Chile to investigate. In April, after viewing their report, Pope Francis wrote a letter to the Bishops of Chile in which he acknowledges he made “serious errors in the assessment and perception of the [Barros] situation”. He called the Bishops of Chile to Rome to meet with him. This meeting took place from 15-17 May. Pope Francis then wrote a [Letter to the People of God](#) in Chile at the end of May. Pope Francis met in Rome on two separate occasions (April and June) with victims of clergy sexual abuse in Chile and He subsequently met in August with a representative of the Chilean Bishops’ abuse prevention council and a Bishop to discuss steps being taken there to address the clerical sex abuse crisis. At the end of the meeting, all of the Bishops of Chile submitted their resignations to Pope Francis. In June, Pope Francis accepted the resignations of 5 of them (including that of Bishop Barros). In October, Pope Francis dismissed from the clerical state two Chilean Bishops because of manifest abuse of minors.

In January, the Reporting Centre for Sexual Abuse within the Roman Catholic Church in the Netherlands closed. The Victim Support Platform continues to assist victims under the auspices of the Reporting Centre for Transgressional Behaviour.

The CECH established the [Departamento de Prevención de Abusos](#) (Department for the Prevention of Abuse). The Consejo Nacional de Prevención de Abusos y Acompañamiento a Víctimas released a [summary](#) of the efforts undertaken by the bishops in Chile.

The Consejo Nacional de Prevención de Abusos y Acompañamiento a Víctimas of the CECH released [Buenas Prácticas: para ambientes sanos y seguros en la Iglesia: Documento Ad experimentum 2018-2021](#) (Good Practices for a healthy and safe environment in the Church).

The CECH issued an official statement entitled [Declaración, Decisiones y Compromisos de los Obispos de la Episcopal Conference of Chile](#) (Declaration, Decisions and Commitments of the Bishops of the Episcopal Conference of Chile). Some of the points are already in progress while others are pending.

The [Truth Justice Healing Council](#) concluded a 5-year response coordinating the Church in Australia’s response to the Royal Commission.

The ACBC and CRA established the [Implementation Advisory Group](#) with the task of “monitoring the Catholic Church’s ongoing response to the child sexual abuse scandal.”

The Bishops Conference of Scotland published [In God's Image: Instruction on Safeguarding for implementation in all Catholic canonical jurisdictions in Scotland and by all other groups and organisations in Scotland subject to a legitimate canonical authority of the Catholic Church.](#)

The USCCB revised its [Charter for the Protection of Children and Young People](#) for the third time. [Charter in Spanish.](#)

Pope Francis accepted the resignation of Cardinal McCarrick from the College of Cardinals after the Archdiocese of New York released that its investigation proved that an allegation against the Cardinal regarding the sexual abuse of a minor, which had taken place 47 years earlier, was credible.

Pope Francis dismisses Fernando Karadima from the clerical state.

The [Pennsylvania Grand Jury Report](#) is released.

Pope Francis wrote a [Letter to the People of God](#) in response to the ongoing crisis of sexual abuse in the wake of the release of the Pennsylvania Grand Jury Report.

The CCCB published [Protecting Minors from Sexual Abuse: A Call to the Catholic Faithful in Canada for Healing, Reconciliation, and Transformation](#). Contains Lessons Learned, guidelines for moving forward along with updated canonical norms, helpful resources. The canonical norms were “were assessed by the Congregation of the Doctrine

of the Faith to ensure compliance with the expectations of the Holy See, which it so confirmed” (PMSA, 5).

The ACBC and CRA [responded](#) to the Australian Royal Commission’s report.

Archbishop Philip Wilson, of Adelaide, Australia, is convicted of covering up child sexual abuse; resigns his position, and is subsequently acquitted.

Cardinal George Pell is accused of sexual abuse of minors alleged to have been committed 40 years ago. Legal proceedings are ongoing.

The CEF plenary assembly included a presentation by Father Hans Zollner, SJ, President of the Center for Child Protection.

The CEF published [*Rapport de la Conférence des Évêques de France sur la lutte contre la pédophilie dans l'église*](#), 2018. It “provides an update and a progress report” to *Lutter contre la pédophilie* issued in 2017.

CORREFF held a second assembly with the participation of victims of clergy sexual abuse.

The General Secretariat for Catholic Education of CEF published [*De la lutte contre la maltraitance à la bientraitance éducative*](#) and *Procédures en matière de protection des mineurs*.

Victims of clergy sexual abuse participated in the CEF Plenary Assembly.

The "[Sexual abuse](#) of minors by Catholic priests, deacons and male members of orders in the domain of the German Bishops' Conference" is released. [English summary](#). This study was initiated by the German Bishops' Conference in order to “determine the frequency of the sexual abuse of minors by diocesan priests and deacons, as well as by priests within religious orders who are governed by “Gestellungsverträge” (a contract conferring a form of stipend), within the sphere for which the German Bishops' Conference is responsible, as well as to describe the forms of sexual abuse and to identify structures and dynamics within the Church which might favour abuse”.

The German Bishops' Conference released a [statement](#) regarding their deliberations in the Autumn Plenary Assembly regarding the study "Sexual abuse of minors by Catholic priests, deacons and male members of orders in the domain of the German Bishops' Conference" (MHG study). [Statement in German](#).

The Plenary Assembly of the USCCB is dedicated to three proposals regarding accountability for Bishops who have covered up abuse or have committed abuse. Victims of clergy sexual abuse participated with testimonies.

The USCCB's NRB delivered a [report](#) to the USCCB Plenary Assembly in which it [urged the Bishops](#) to broaden the scope of the [Charter](#) to include bishops, “the publication of lists of credibly accused members of the clergy in all dioceses, improving the audit process and enhancing accountability for bishops regarding cases of abuse”.

The Instituto Teológico de Vida Religiosa Escuela Regina Apostolorum launched a [Course on Child Protection](#).

The Diocese of Santiago de Cape Verde created the Comissão Diocesana para a Proteção de Menores (CDPM-DS, Diocesan Commission for the Protection of Minors). It is an advisory board on matters relating to the sexual abuse of minors and vulnerable adults.

During its [Plenary Assembly](#), the French Bishops welcomed and listened to the “victims of pedophilia”. The Bishops of France decided to establish an independent commission to investigate the sexual abuse of minors in the Church in France since 1950, and evaluate measures enacted by the CEF since the first decade of the 21st century. A report will be issued within 18 months to 2 years.

The Diocese of Port-Louis (Mauritius) updated its protocol indicating the procedures to be followed when allegations surfaced. This protocol has been adopted by the Diocese of Port Victoria (Seychelles), and the Apostolic Vicariate of Rodrigues (Mauritius).

The Bishops' Conference of Mexico [created](#) "Equipo Nacional para la Protección de Menores" composed of bishops, priests and lay experts to address the sexual abuse of minors.

2019 Pope Francis sent a [Letter](#) to the Bishops of the United States gathered in retreat so as to make the "necessary step[s] forward toward responding in the spirit of the Gospel to the crisis of credibility you are experiencing as a Church".

The Conference of Bishops of Mexico released a [statement](#) saying the establishment of the Equipo Nacional de Protección de Menores (National Team for the Protection of Minors) had been approved. They also reported that the Apostolic Nunciature in Mexico reported that there are approximately 152 cases of priests committing abuse against minors.

CORREF of France held a meeting attended by about 100 religious and victims on the theme: Spiritual Abuse, Sexual Abuse and Abuse of Conscience.

The Kerala Catholic Bishops' Council published [Guidelines for Safe Environment Programme for Church Personnel connected with institutions where minors or vulnerable adults are given particular care](#).

The Belgian Bishops' Conference published a 400-page [report](#) on clergy sexual abuse.

The CDF [communicated](#) that Theodore McCarrick was found guilty of "solicitation in the Sacrament of Confession, and sins against the Sixth Commandment with minors and with adults, with the aggravating factor of the abuse of power" and is definitively dismissed from the clerical state.

The Belgian Bishops' Conference and the Major Superiors of Belgium published [Abus sexuels de mineurs dans une relation pastorale dans l'Église de Belgique: Vers une politique cohérente.](#)

A court in Costa Rica issued an international detention request for Mauricio Viquez, a priest who in 2003 allegedly abused two minors.

The Polish Foundation "Do not be afraid", published a [report](#) containing statistics of the sexual abuse of minors.

Archbishop José Rafael Quirós, of San José, and President of the Conferencia Episcopal de Costa Rica did not attend the Meeting on the Protection of Minors in the Church due to an allegation of covering up for Mauricio Viquez.

Dioceses in the United States publish list of priests with credible accusations of the sexual abuse of minors. These dioceses include [Trenton](#), [Houston](#), [Paterson](#), [Sioux City](#), [Evansville](#), [Richmond](#), [Norwich](#), [Oakland](#), [Newark](#), [Brooklyn](#).

Msgr. Joseph Punderson is included in a preliminary list of "clergy ordained for/incardinated in the Diocese of Trenton who have been credibly accused of the sexual abuse of a minor". Diocesan records indicate that Msgr. Punderson submitted his resignation in 2004 when the allegation was "reported to the Holy See". "The Holy See, however, permitted him to continue in office but under specific restrictions regarding public acts of ministry initially imposed by the Diocese of Trenton in 2003. Msgr. Punderson was instructed to resign his Vatican position by the Bishop in late fall 2018 and his resignation was accepted. He has been removed from all public ministry."

Bishops in France agree to compensate persons sexually abused by priests when minors whose cases are beyond France's statute of limitations.

A booklet in Finland will be distributed in parishes with the most important information. When available, it will be published on the diocesan website.

The Plenary Assembly of the Peruvian Episcopal Conference decided to establish a Centro de Escucha contra el Abuso de Menores y la Mujer (Listening Center Combatting the Abuse of Minors and Women) to be located at the Episcopal Conference headquarters.

The Bishops' Conference of Mexico released a [statement](#) containing *Líneas de Acción para la Protección de menores* (Guidelines for the Protection of Minors).

The President of the Mexican Episcopal Conference admitted in a press conference that 101 Catholic priests in Mexico have been prosecuted for sexual crimes since 2010.

A [statement](#) is released by the Archbishop of Santiago, Chile containing an outline of the case against Rivera Muñoz and the penalties imposed on him.

The Swiss Bishops' Conference published the fourth edition of *Abus sexuels dans le contexte ecclésial: Directives de la Conférence des Evêques suisses et de l'Union des Supérieurs Majeurs religieux de Suisse* (*Sexual Abuse in Pastoral Ministry: Diocesan Directives*). [Directives in German](#). [Directives in French](#). [Directives in Italian](#).

The Peruvian Bishops' Conference released a statement saying that the Comisión de Protección del Menor del Episcopado had met with a former member of the Sodalitium Christianae Vitae.

Early 2019 Catholic Professional Standards of Australia hopes to publish the [National Catholic Safeguarding Standards](#) (currently in draft form)

March 2019 The Bishops' Conference of Uruguay will publish their Safeguarding Policy.

June 2019 The Conférence Épiscopale Centrafricaine (CECA) plans to produce their safeguarding guidelines in the context of the upcoming June Plenary Meeting.

Soon The diocese of Rabat in Morocco are about to set up a Diocesan Listening and Reception Commission where there will be at least one priest, a psychologist, a lawyer. This commission will also draft guidelines for priests and all pastoral agents of the diocese.

The Comissão Diocesana para a Proteção de Menores (CDPM-DS) of Cape Verde plans on conducting internal training regarding both civil and canonical issues, and holding prevention training sessions in parishes.

Commission pontificale pour la protection des mineurs

Traduction de travail

Website

Histoire

- Le Pape François a établi la Commission pontificale pour la protection des mineurs (CPPM) le 22 mars 2014. Il a défini son mandat et nommé les huit premiers Membres fondateurs, représentant des experts des différents domaines de protection.
- Le mandat de la CPPM est de deux ordres : 1) conseiller le Souverain pontife sur les politiques efficaces de protection des mineurs et des adultes vulnérables ; 2) offrir un soutien aux Églises locales dans le développement de leurs politiques de protection au travers de conseils, de formation, d'éducation, de recherche et de projets de développement dans le domaine de la protection.
- Le Pape François approuva les Status de la CPPM en avril 2015.
- En février 2018, le Pape François confirma le mandat et nomma seize professionnels.

Priorités

La CPPM a identifié deux priorités : 1) le travail avec les victimes ; 2) le développement de mécanismes pour surveiller et vérifier la conformité avec les normes de protection.

Réalisations

- Journée nationale de prière pour les victimes d'abus approuvée par le Pape en 2016 ;
- Protocoles pour la sensibilisation des victimes et pour recevoir des informations de ceux qui contactent la CPPM ;
- Études des principes directeurs et des meilleures pratiques en matière de protection au niveau mondial et création d'un modèle pour les politiques de protection afin d'aider les dirigeants des Églises locales à élaborer leurs propres politiques ;
- Réalisation d'ateliers de ligne-directrices de protection par des équipes interdisciplinaires formées par des membres experts avec des conférences épiscopales régionales et nationales sur les six continents.
- Réalisation de deux projets pilotes de sensibilisation à la protection et de collecte de données en Colombie et en Zambie.
- Organisation d'un symposium international de protection dans les écoles et les communautés en 2017 en se penchant sur l'Amérique latine.
- Participation à plus de 240 événements éducatifs sur les six continents.

Projets prioritaires en cours

Survivor Advisory Panels (SAPS locaux)—depuis avril 2017

Les Survivor Advisory Panel (SAP) locaux, sont basés sur ce qui a été établi par la Conférence épiscopale d'Angleterre et du Pays de Galles. Les SAP locaux sont des espaces sûrs où les victimes peuvent activement collaborer avec leur Église locale et la CPPM pour améliorer la sensibilisation à la protection et les méthodologies depuis la perspective d'une personne qui a subi un abus. Le programme a été piloté au Brésil, aux Philippines, en Zambie avec le soutien des conférences épiscopales locales.

Réalisation des lignes-directrices et projets de vérification—depuis septembre 2018

La CPPM, au travers de ses lignes-directrices de protection et de son groupe de travail sur les normes, développe un programme pour aider les conférences épiscopales à créer et à mettre en place les lignes-directrices et les programmes. La CPPM prévoit de publier un tel programme d'ici la fin 2019.

Recherche

La CPPM mène actuellement des recherches en vue de formuler des recommandations concernant la réponse de l'Église aux abus sexuels sur mineurs et sur les adultes vulnérables. Les sujets étudiés incluent :

- La définition de la réponse de l'Église sur les droits des victimes de tels abus, via une transparence et une confidentialité appropriée ;
- La conformité avec la signalisation aux autorités civiles selon les lois en vigueur et l'implication du secret de la confession ;
- L'étude des aspects du code de droit canon et des procès pénaux qui doivent être adaptés (par ex. la prescription) ;
- La présentation des problèmes de responsabilité concernant les crimes commis, ainsi que la mauvaise gestion des plaintes par les évêques et les autres leaders de l'Église.

La CPPM organise un grand séminaire d'ici la fin 2019 pour tenter d'explorer plus avant nombre de ces questions.

Contexte général concernant la manière dont les cas d'abus sexuels sur mineurs commis par un diacre, un prêtre ou un évêque sont jugés au sein de l'Église

Traduction de travail

Procédure pour les cas au niveau local⁵

- Dès que les autorités de l'Église locale reçoivent une accusation d'abus sexuel sur un mineur par un diacre, un prêtre ou un évêque, ils doivent mener une enquête ([CIC⁶ 1717, § 1; CCEO⁷, 1468](#))
- L'Église reconnaît que l'abus sexuel sur mineurs est aussi un « un crime qui fait l'objet de poursuites au plan civil ». Prenant en considération que « les rapports avec les autorités civiles diffèrent selon les pays, il est cependant important de coopérer avec elles dans le cadre des compétences respectives ». ([Lettre circulaire pour aider les Conférences épiscopales à établir des Directives pour le traitement des cas d'abus sexuel commis par des clercs à l'égard de mineurs](#))
- L'autorité ecclésiastique locale,⁸ ou son délégué, ouvre une enquête préalable. Les accusations sont examinées que les actes sexuels présumés soient récents ou non et que les personnes qui ont subi les abus présumés soient encore mineurs ou non ([CIC 1717, § 1; CCEO 1468, 2;](#) pour le territoire des États-Unis, [Essential Norms](#), Art 6, 11⁹.).
- On prend soin de faire en sorte que l'identité de la personne qui a subi l'abus présumé¹⁰ et celle de l'agresseur présumé¹¹ ne soient pas révélées. Pour le premier, le motif est de protéger son droit à la vie privée. Pour le second, le motif est de protéger la réputation de l'agresseur présumé puisqu'il est présumé innocent jusqu'à ce qu'il soit reconnu coupable. ([CIC 1717, § 2; CCEO 1468, 2;](#) pour le territoire des États-Unis, [Essential Norms](#), Art 6, 13).
- Si à l'issue de l'enquête préalable au niveau local l'accusation « a un semblant de vérité », la Congrégation pour la Doctrine de la foi doit être informée. La Congrégation doit « être chargée de l'affaire ». En règle générale, elle indique aux autorités locales compétentes comment procéder en accord avec les normes canoniques correspondantes. ([SST/Norms2010](#), Art 16).
- L'autorité ecclésiastique locale peut : écarter l'accusé du ministère sacré ou d'un office ou d'une charge, lui imposer ou interdire le séjour dans l'endroit où il réside ou de participer à l'Eucharistie en public. ([CIC 1722; CCEO 1473](#); pour le territoire des États-Unis, [Essential Norms](#), Art 6-9.).

⁵ Le niveau local peut être diocésain, d'une éparchie, ou le territoire sur lequel un supérieur majeur d'un institut de vie consacrée ou une société de vie apostolique a une juridiction.

⁶ *Code de droit canon (Codex Iuris Canonici)*.

⁷ *Code de droit canon des Églises orientales*.

⁸ Une autorité ecclésiastique locale peut être l'ordinaire du diocèse, l'éparque d'une éparchie, ou le supérieur majeur d'un institut de vie consacrée ou d'une société de vie apostolique. (voir [CIC 368; CCEO 313](#)).

⁹ À partir de 2002, la Conférence des évêques catholiques des États-Unis est la seule conférence épiscopale à avoir une législation particulière concernant les abus sexuels sur mineurs commis par un membre du clergé. L'ensemble des normes a été approuvé par Rome par un [Décret](#) le 8 décembre 2002.

¹⁰ Se réfère au « plaignant » dans le langage canonique (voir [SST/Norms2010, Art. 24](#)).

¹¹ Se réfère à l'« accusé » dans le langage canonique (voir [SST/Norms2010, Art. 24 and 30](#)).

Loi applicable de l'Église concernant les cas d'abus sexuels sur mineurs par des membres du clergé

- Les cas sont généralement envoyés à la CDF via la poste diplomatique du nonce apostolique.
- Les cas réservés à la CDF concernant les mineurs sont :
 - « le délit¹² contre le sixième commandement du Décalogue commis par un clerc avec un mineur de moins de dix-huit ans; est ici équivalente au mineur la personne qui jouit habituellement d'un usage imparfait de la raison » ([SST/Norms 2010](#), Art 6, § 1, 1°).
 - « L'acquisition, la détention ou la divulgation, à une fin libidineuse, d'images pornographiques de mineurs de moins de quatorze ans de la part d'un clerc, de quelque manière que ce soit et quel que soit l'instrument employé. » ([SST/Norms 2010](#), Art 6, § 1, 2°).
- Le crime doit avoir été commis par un diacre, un prêtre ou un évêque, après la date de son ordination diaconale.
- Depuis 2010, la **prescription**¹³ pour un abus sexuel sur mineurs par un clerc expire quand le plaignant atteint l'âge de 38 ans, soit vingt ans après son 18e anniversaire. Dans les cas individuels, la CDF peut déroger à cette prescription ([SST/Norms 2010](#), Art 7, § 1 and § 2).
- **Les exceptions à la période des statuts de prescription:** la loi applicable à chaque cas est celle en vigueur au moment des faits. Si le crime a été commis entre 2001 et 2010, le statut de prescriptions est de dix ans. Avant 2001, il est de cinq ans.
- À partir de 2001, l'âge canonique de la **majorité**, soit l'âge canonique à partir duquel une personne n'est plus considérée comme mineure est quand il atteint ses 18 ans. Les personnes qui jouissent « d'un usage imparfait de la raison » sont considérées comme mineures. (voir [SST/Norms 2010](#), Art 6, § 1, 1°; [CIC 97 §1 and 99](#);
- **Exceptions à l'âge de la majorité :** la loi applicable à chaque cas est celle en vigueur au moments des faits. Concernant l'âge canonique de la majorité, le Code de 1917 définissait l'âge de la majorité à 16 ans. Le Code de droit canonique promulgué en 1983 a retenu cette définition. Cet âge est passé à 18 seulement pour les États-Unis en 1994, suivi du Royaume-Uni et de l'Irlande en 1997. Il fut ensuite changé par le Motu Proprio [Sacramentorum Sanctitatis Tutela](#) pour l'Église universelle en 2001 et est défini dans [SST/Norms 2010](#) Art 6, § 1, 1°.
- Deux types de processus ecclésiastiques sont possibles : **un processus judiciaire pénal**, autrement dit un procès, et **un processus administratif pénal** qui se conclut par un « décret extrajudiciaire ». Le premier type de processus implique un procès conduit par un tribunal autorisé par la CDF. Le second est un procès abrégé et doit se dérouler par correspondance avec l'accusé. On présente au clerc accusé les preuves contre lui et on lui donne « la possibilité de se défendre » ([CIC 1720](#); [CCEO 1486](#)).
- **Peines** : prenant en considération la gravité du crime, parmi les peines prévues dans le cas d'un abus sexuel sur mineurs par un clerc , « le renvoi ou la déposition » pourra être appliqué.¹⁴ ([SST/Norms 2010](#), Art 6, § 2).
- La CDF peut présenter « les cas les plus graves » au Pape pour prendre la décision de renvoyer l'accusé de l'état clérical. C'est souvent le cas quand le crime commis est « manifestement constaté » et que l'accusé a eu l'opportunité de se défendre ([SST/Norms 2010](#), Art 21, § 2 2°). Dans ce cas, l'accusé ne peut pas faire appel.
- Jusqu'à maintenant, toutes les causes qui tombent sous l'Article 6 de [SST/Norms 2010](#) sont soumises au secret pontifical ([SST/Norms 2010](#), Art 30, § 1).

¹² Un « délit » est l'équivalent d'un crime.

¹³ Une « prescription » est communément connu comme le statut de prescription. Dans ce cas, la CDF peut faire une exception et étendre le statut de prescription sur la base de cas individuels.

¹⁴ « Déposition ou renvoi » est communément appelé laïcisation.

- Les causes qui tombent sous l’Article 6 de *SST/Norms2010* ne sont généralement pas rendes publiques. Dans les cas où l’accusé est déposé ou renvoyé de l’état clérical, il est de la compétence de l’autorité ecclésiastique locale de communiquer la décision, selon les usages locaux.

Loi applicable de l’Église concernant les cas de négligence par les évêques

- Selon le Motu Proprio *Comme une mère aimante*, rendue publique par le Pape François le 4 juin 2016, un évêque, un éparque ou le supérieur majeur d’un institut de vie consacrée (congrégation religieuse) ou d’une société de vie apostolique de droit pontifical peut être révoqué de son office s’il a manqué à la diligence demandée par son bureau pastoral. Le cas de manque de diligence « dans le cas d’abus sur mineurs ou sur des adultes vulnérables » suffit à démettre une personne investie par cette autorité. (*Comme une mère aimante*, Art 1, § 2, § 3 and § 4).
- Si l’allégation est retenue crédible, une enquête préalable est conduite au niveau local.
- Si l’allégation est prouvée par l’enquête préalable, le cas est envoyé à la congrégation du Vatican appropriée généralement via la poste diplomatique du nonce apostolique. Le nonce apostolique n’a aucun rôle dans de procédure dans le cas.
- Chaque cas est pris en considération par la congrégation du Vatican à qui la personne concernée est rattachée :
 - Congrégation pour les évêques de rite latin dans les diocèses sous leur juridiction
 - Congrégation pour l’évangélisation des peuples pour les évêques de rite latin dans les diocèses sous leur juridiction
 - Congrégation pour les Église orientales pour les éparques de tout rite oriental
 - Congrégation pour les instituts de vie consacrée et les sociétés de vie apostoliques pour les supérieurs majeurs de ces instituts et sociétés de droit pontifical
- Le dicastère compétent « peut commencer une enquête » s’il y a de « sérieux indices » qui apparaissent dans le cas (*Comme une mère aimante*, Art 2, § 1).
- Une fois le cas est transféré au dicastère compétent, la personne contre qui sont adressées les allégations est informée et a la possibilité de se défendre (*comme une mère aimante*, Art 2, § 1 and § 2).
- Le dicastère compétent « peut décider d’une enquête supplémentaire » à la suite des arguments présentés par l’évêque (*Comme une mère aimante*, Art 2, § 3).
- Si la révocation de l’évêque devait être jugée « opportune », le dicastère compétent décide soit de « rendre dans les plus brefs délais, le décret de révocation » soit d’exhorter l’évêque à soumettre sa démission dans un délai de 15 jours. Si l’évêque ne donne pas de réponse dans les délais prévus, le dicastère pourra rendre « le décret de révocation » (*Comme une mère aimante*, Art 4, § 2 and § 3).
- Le cas est ensuite transmis au Pape pour « une approbation spécifique ». Le Pape cherche conseil auprès d’un « collège approprié de juristes désignés » avant de rendre sa décision définitive. (*Comme une mère aimante*, Art 5).

Conseils de protection et lignes directrices par pays

Les conférences épiscopales des pays suivants ont développé des structures et/ou des lignes directrices de protection des mineurs:

Afrique du Sud: Southern African Catholic Bishops' Conference

[Professional Conduct](#)

[Lignes directrices de protection des mineurs](#)

Allemagne: Deutsche Bischofskonferenz

[Website on Sexueller Missbrauch](#)

[Prävention in der katholischen Kirche in Deutschland](#)

[Lignes directrices de protection des mineurs](#)

[Lignes directrices de protection des mineurs en anglais](#)

[Lignes directrices de protection des mineurs en italien](#)

Angleterre et Pays de Galles: Catholic Bishops Conference of England and Wales (CBCEW)

[National Catholic Safeguarding Commission](#)

[Catholic Advisory Safeguarding Service](#)

[Survivor Advisory Panel](#)

[Lignes directrices de protection des mineurs](#)

Argentine: Conferencia Episcopal Argentina

[Lignes directrices de protection des mineurs](#)

Australie: Australian Catholic Bishops Conference (ACBC)

[National Committee for Professional Standards](#)

[Catholic Professional Standards](#)

[Truth Justice and Healing Council](#)

[Implementation Advisory Group](#)

[The Melbourne Response](#)

[Lignes directrices de protection des mineurs](#) (projet actuellement disponible)

Autriche: Österreichische Bischofskonferenz

[Unabhängige Opferschutzanwaltschaft](#): Initiative gegen Missbrauch und Gewalt (Independent Victim Protection Advocate's Office)

[Ombudsstellen gegen Gewalt](#) und Sexuellen Missbrauch im kirchlichen Bereich (Advocates against violence and sexual abuse in the Church)

[Lignes directrices de protection des mineurs](#)

[Lignes directrices de protection des mineurs en anglais](#)

[Lignes directrices de protection des mineurs en croate](#)

[Lignes directrices de protection des mineurs en bosniaque](#)

[Lignes directrices de protection des mineurs en serbe](#)

[Lignes directrices de protection des mineurs en polonais](#)

[Lignes directrices de protection des mineurs en français](#)

[Lignes directrices de protection des mineurs espagnol](#)

Belgique: Conférence épiscopale de Belgique

[Safeguarding Guidelines](#)

Bulgarie: (Bulgaria) Mejduritualnata Episcopska Konferenzia vâv Bâlgaria
[Lignes directrices de protection des mineurs](#)

Canada: Canadian Conference of Catholic Bishops (CCCB)
[Lignes directrices de protection des mineurs en anglais](#)
[Lignes directrices de protection des mineurs en français](#)

Chile: Conferencia Episcopal de Chile
[Consejo Nacional de Prevención de Abusos](#)
[Lignes directrices de protection des mineurs](#)

Colombia: Conferencia Episcopal de Colombia
[Lignes directrices de protection des mineurs](#)

Corée du Sud: Catholic Bishops' Conference of Korea
Les lignes directrices de protection ont été publiées en 2013. Elles ne sont pas consultables sur internet.

Danemark: Scandinavian Episcopal Conference / Nordiska biskopskonferensen
[Lignes directrices de protection des mineurs](#)

Espagne: Conferencia Episcopal Española
[Protocole](#)

États-Unis: United States Conference of Catholic Bishops
[Committee for the Protection of Children and Young People](#)
[Secretariat of Child and Youth Protection](#)
[National Review Board](#)
[Lignes directrices de protection des mineurs en anglais](#)
[Lignes directrices de protection des mineurs en espagnol](#)

Finlande: Scandinavian Episcopal Conference / Nordiska biskopskonferensen
Une brochure en Finlande sera distribuée dans les paroisses avec les informations les plus importantes. Lorsque disponible, il sera publié sur le site internet diocésain.

France: Conférence des évêques de France (CEF)
[Lutter contre la pédophilie](#)
[Cellule Permanente de lutte contre la pédophilie](#)
[Lignes directrices de protection des mineurs](#)

Indian Ocean: Conférence Episcopale de l'Océan Indien (CEDOI)
CEDOI has published common directives.
The Dioceses of Port-Louis, Port Victoria and the Apostolic Vicariate of Rodrigues use a common protocol developed by the Diocese of Port-Louis
The Dioceses of Saint-Denis, Réunion and the Apostolic Vicariate of the Archipelago of the Comoros belong to the Conférence des évêques de France (CEF)

Irlande: Irish Catholic Bishops' Conference (ICBC)
[National Board for Safeguarding Children](#)
[Lignes directrices de protection des mineurs](#)

Islande : Scandinavian Episcopal Conference / Nordiska biskopskonferensen
[Lignes directrices de protection des mineurs](#)

Israël: Conference of the Latin Bishops of the Arab Regions
[Keeping Our Children Safe](#)
[Lignes directrices de protection des mineurs](#)

Italie: La Conferenza Episcopale Italiana (CEI)
[Lignes directrices de protection des mineurs](#)

Kenya: Kenya Conference of Catholic Bishops
[Lignes directrices de protection des mineurs](#)

Kerala: Kerala Catholic Bishops' Council
[Lignes directrices de protection des mineurs](#)

Lituanie: Conferentia Episcopalis Lituaniae
[Lignes directrices de protection des mineurs](#)

Luxembourg
[Kontaktstelle für Missbrauchsopfer](#)
[Lignes directrices de protection des mineurs](#)

Malte: Maltese Ecclesiastical Province
[Commission de sauvegarde](#)
[Lignes directrices de protection des mineurs](#)

Mexico
[Lignes directrices de protection des mineurs](#)

Netherlands
[Code de comportement pastoral](#)

Pérou: Conferencia Episcopal Peruana
[Lignes directrices de protection des mineurs](#)

Pologne: Konferencja Episkopatu Polski
[Lignes directrices de protection des mineurs en polonais](#)
[Lignes directrices de protection des mineurs en italien \(disponible en téléchargement\)](#)

République centrafricaine: Conférence Épiscopale Centrafricaine
Les lignes directrices de protection seront publiées en juin 2019

Roumanie: Conferința Episcopilor din România
Les lignes directrices de protection des mineurs sont en cours de finalisation

Schweiz/Suisse/Svizzera:
Schweizer Bischofskonferenz/Conférence des évêques suisses/Conferenza dei Vescovi svizzeri
[Fachgremium "Sexuelle Übergriffe im kirchlichen Umfeld"](#) [Commission d'experts "Abus sexuels dans le contexte ecclésial"](#) / [Commissione d'esperti „abus sessuali in ambito ecclesiale“](#)
[Lignes directrices de protection des mineurs en allemand](#)

[Lignes directrices de protection des mineurs en français](#)
[Lignes directrices de protection des mineurs en italien](#)

Scotland: Catholic Bishops' Conference of Scotland

[Scottish Catholic Safeguarding Service](#)
[Lignes directrices de protection des mineurs](#)

Slovaquie: Konferencie biskupov Slovenska

[Code de comportement pastoral](#)
[Lignes directrices de protection des mineurs](#)

Slovenskem (Slovenia): Slovenska Škofovská Konferencia

[Zaščita otrok v Cerkvi na Slovenskem](#)
[Lignes directrices de protection](#)

Sri Lanka: Catholic Bishops' Conference of Sri Lanka

[Lignes directrices de protection des mineurs](#)

Suède: Conferentia Episcopalis Scandiæ

Diocese of Stockholm: [Lignes directrices de protection des mineurs](#)

Uruguay: Conferencia Episcopal Uruguaya

[Protocole de rapport des abus sur mineurs](#)
Les lignes directrices seront publiées en mars 2019.

Catholic Relief Services

[CRS Statement on Harrassment and Protection Policies](#)

Caritas Internationalis

[Child Protection Policy Framework](#)

Experts par pays

Australia:

- Advisory body to monitor Catholic reforms in response to child sexual abuse tragedy website
- Counseling and professional support in Melbourne by Carelink website
- [Canon Law Society](#) of Australia and New Zealand

Chile:

- Departamento de Prevención de Abusos, Director Ejecutiva Pilar Ramírez Rodríguez. Contact

Deutschland:

- Experts and responsible contacts of the dioceses website

Czech Republic:

- Fr. Marek František Drábek, O.Praem [mail](#)

England and Wales:

- Catholic Safeguarding Advisory Service, Dr Colette Limbrick (director) website
- Safeguarding coordinators website
- Survivor Advisory Panel contact

France:

- Cellule permanente de lutte contre la pédophilie, Mgr Luc Crepy, c.j.m., président website

Hungary:

- Pedagogical Institute of the Catholic University, Marianna Barcsák (director) email

Ireland:

- National Board for Safeguarding Children, list of tutors website . Teresa Devlin, Chief Executive Officer mail

Italia/Vaticano:

- Organizzazione Meter Onlus, Don Fortunato di Noto website
- Centre for Child Protection, Fr Hans Zollner website

Österreich:

- Diocesan contacts and Ombudsstellen website
- Stabsstelle für Missbrauchs- und Gewaltprävention, Martina Greiner-Lebenbauer mail website

Poland:

- Centrum Ochrony Dziecka, Fr. Adam Źak SJ, co-ordinator for the activities of the Polish Bishops' Conference on the protection of minors website

Schweiz/Suisse/Svizzera:

- Fachgremium „Sexuelle Übergriffe im Kirchlichen Umfeld“, Joseph. M Bonnemain (Sekretär) mail website

Scotland:

- Scottish Catholic Safeguarding Service, Rt. Rev Joseph Toal (president), Tina Campbell (co-ordinator) contact

United States:

- Dr. Francesco Cesareo, chairman National Review Board website
- mons. Timothy L Doherty, Bishop of Lafayette, chairman Committee for the Protection of Children and Young People, website
- Canon Law Society of America

Articles et interviews dans différentes langues

English

[Cupich](#), Cardinal Blase, *America*, May 10, 2010

Twelve Things the Bishops Have Learned from the Clergy Sexual Abuse Crisis

[Zollner](#), Fr Hans, November 2017

The Spiritual Wounds of Sexual Abuse

[AA.VV.](#), *La Civiltà Cattolica, Perspectives 04*

Safeguarding (contains 11 articles on the topic)

[Reis](#), Sr Bernadette Mary, *Vatican News*, 25 July 2018

Cardinal O'Malley addresses sexual abuse involving bishops

[Zollner](#), Fr Hans, *Vatican News*, 18 August 2018

Child protection expert: PA abuse report horrific

[Reis](#), Sr Bernadette Mary, *Vatican News*, 31 August 2018

Church in Australia responds to the Royal Commission

[O'Connell](#), Gerard, *America*, 23 November 2018

Exclusive: Archbishop Scicluna says February meeting start of 'global approach' to fighting sex abuse

[Zollner](#), Fr Hans, *Vatican News*, 23 November 2018

The Meeting in February begins now with consultation phase

[White](#), Christopher, *Crux*, 23 November 2018

Cupich calls February abuse summit start of a 'worldwide reform'

[Reis](#), Sr Bernadette Mary, *Vatican News*, 24 November 2018

Cardinal O'Malley: 'February meeting will be an important moment'

[Gisotti](#), Alessandro, *Vatican News*, 30 November 2018

Gabriella Gambino: Alliances need to be created to face the abuse scandal

[Gisotti](#), Alessandro, *Vatican News*, 15 December 2018

Fr. Lombardi: Church needs to thoroughly confront abuse crisis

[Lombardi](#), Federico, *La Civiltà Cattolica*, 19 December 2018

Preparing the Meeting of Bishops on the Protection of Minors

[Glatz](#), Carol, *Catholic News Service*, 10 January 2019

Background of meeting situated within the context of the Church's response since 2002.

[Steinfels](#), Peter, *Commonweal*, 14 January 2019

Assessment of the Pennsylvania Grand Jury Report

[Vatican News](#), 16 January 2019

Vatican releases details on Protection of Minors Meeting

[Lombardi](#), Fr Federico, *La Civiltà Cattolica*, 19 January 2019

Protection of Minors: From Awareness to Commitment

[Lombardi](#), Fr Federico, *La Civiltà Cattolica*, 22 January 2019

Child Protection: From awareness to engagement

[Wells](#), Christopher, *Vatican News*, 28 January 2019

Pope: Meeting on Protection of Minors to raise awareness

[San Martin](#), Inés, *Crux*, 31 January 2019

Vatican adviser says 'real reform,' not spin, key to recovery from abuse crisis

[O'Connell](#), Gerard, *America*, 13 February 2019

Cardinal Cupich: The Vatican abuse summit will focus on 'responsibility, accountability and transparency'

[San Martin](#), Inés, *Crux*, 15 February 2019

Follow-up will be key to pope's abuse summit, Scicluna says

[Karoub](#), Jeff and Winfield, Nicole, *Associated Press*, 15 February 2019

Cardinal expects ‘significant progress’ at sex abuse summit

[Lamb](#), Christopher, *The Tablet*, 20 February 2019

Voices of survivors are the wounds inflicted on Christ by the Church, says Scicluna

[Salt and Light TV](#), 20 February 2019

WITNESS: Charles J. Scicluna, Archbishop of Malta and Vatican Official

[White](#), Christopher, *Crux*, 23 February 2019

U.S. cardinal expects new abuse accountability measures in June

Pour une couverture complète de la Rencontre sur la Protection des Mineurs dans l’Église, [cliquez ici](#).

[Ivereigh](#), Austen, *Commonweal*, 25 February 2019

The Vatican Summit on Sex Abuse: Have the Bishops Learned Anything?

[McElwee](#), Joshua, *National Catholic Reporter*, 27 February 2019

Exclusive: Cupich, Scicluna say Vatican should give reasons when a bishop is sacked—Two bishops review recent Vatican abuse summit

[San Martín](#), Inés, *Crux*, 28 February 2019

Expert says follow-up to anti-abuse summit won’t be an ‘easy ride’

Italiano

[J. Jay Institute](#) for Criminal Justice, *Il Regno documenti*, novembre 2011

Il perché delle violenze dei preti sui minori. Rapporto 2011»

[Gandolfi](#), Maria Elisabetta, and Lamb, Christopher, *Il Regno attualità*, febbraio 2017

Santa Sede - Protezione dei minori: imparare gli uni dagli altri. Intervista ad Hans Zollner sj

[Zollner](#), don Hans, *La Civiltà Cattolica*, novembre 2017

Le ferite spirituali causate dagli abusi sessuali

[Il Regno](#), 15 settembre 2018

«Chiesa cattolica - Crisi della pedofilia: è urgente. Per sé e per tutti»

[Zollner](#), don Hans, *Vatican News*, 21 novembre 2018

Zollner: incontro di febbraio inizia già ora con la fase di consultazione

[Vatican News](#), 23 novembre 2018

Cupich: vertice mondiale di febbraio sia una risposta forte agli abusi

[Lomonaco](#), Amedeo, *Vatican News*, 23 novembre 2018

Card. O'Malley sugli abusi: tolleranza zero e cura dei sopravvissuti

[Zollner](#), don Hans, *Vatican News*, 24 novembre 2018

Protezione dei minori nella Chiesa, intervista a p. Zollner

[Gisotti](#), Roberta, *Vatican News*, 26 novembre 2018

Scicluna: clero e laici uniti per tutelare i minori dagli abusi

[Gisotti](#), Alessandro, *Vatican News*, 30 novembre 2018

Gambino: serve alleanza laici-religiosi per affrontare lo scandalo degli abusi

[Gisotti](#), Alessandro, *Vatican News*, 14 dicembre 2018

P. Lombardi: Chiesa affronti fino in fondo la questione degli abusi

[Lombardi](#), Fr Federico, *La Civiltà Cattolica*, 15 dicembre 2018

Verso l'incontro dei vescovi sulla protezione dei minori

[Colagrande](#), Fabio, *Vatican News*, 27 dicembre 2018

Vertice in Vaticano sugli abusi: chiarificare le procedure ma soprattutto cambiare atteggiamento

[Hervè Legrand](#), *Il Regno attualità*, 15 gennaio 2019

Francesco - Clericalismo e violenze sessuali: perché non abbiamo agito? Ragioni storiche e canonistiche di una Chiesa non ancora sinodale

[Vatican News](#), 16 gennaio 2019

Programma dell'incontro in Vaticano sulla protezione dei minori

[Colagrande](#), Fabio, *Vatican News*, 23 gennaio 2019

Protezione minori. Padre Zollner: ‘task force’ per aiutare le Chiese locali

[Audio](#)

[Lombardi](#), Fr Federico, *La Civiltà Cattolica*, 19 gennaio 2019

Protezione dei minori: dalla consapevolezza all’impegno

[Tornielli](#), Andrea, *Vatican News*, 28 gennaio 2019

Il Papa: "In confessionale ho capito il dramma dell’aborto"

[Zollner](#), don Hans, *Vatican News*, 30 gennaio 2019

Protezione minori, Zollner: un incontro per ridare credibilità alla Chiesa

Pour une couverture complète de la Rencontre sur la Protection des Mineurs dans l’Église, [cliquez ici](#).

Français

[Zollner](#), Père Hans, *Vatican News*, 18 janvier 2018

Le père Zollner revient sur la rencontre du Pape avec des victimes d'abus sexuels au Chili

[Zollner](#), Père Hans, *Vatican News*, 19 août 2018

Père Zollner: Avec la lutte contre les abus se joue la mission même de l’Eglise

[Seppia](#), Cecilia, *Vatican News*, 5 octobre 2018

L’Université pontificale Grégorienne inaugure un master sur la protection des mineurs

[Vatican News](#), 23 novembre 2018

Père Hans Zollner : la phase consultative pour la rencontre de février est déjà lancée

[Affejee](#), Manuella, *Vatican News*, 26 novembre 2018

Card. Cupich et Mgr Scicluna: «Le sommet de février devra impulser un changement de culture»

[Gisotti](#), Alessandro, *Vatican News*, 30 novembre 2018

Gabriella Gambino: il faut une alliance entre laïcs et religieux sur la question des abus

[Viet](#), Cyprien, *Vatican News*, 14 décembre 2018

Le père Lombardi invite l’Église à affronter la question des abus

[Vatican News](#), 18 décembre 2018

Abus: une lettre envoyée aux participants du sommet de février

[Destombes](#), Hélène, *Vatican News*, 3 janvier 2019

Abus: l’année 2018 marque un «tournant» selon le père Lombardi

[Vatican News](#), 16 janvier 2019

Le sommet sur les abus se prépare activement au Vatican

[Bonnel](#), Olivier, *Vatican News*, 28 janvier 2019

Abus, avortement, migrants : le Pape s’exprime devant les journalistes

[Zollner](#), Père Hans, *Vatican News*, 30 janvier 2019

Protection des mineurs: une rencontre pour redonner de la crédibilité à l’Église

Pour une couverture complète de la Rencontre sur la Protection des Mineurs dans l’Église, [cliquez ici](#).

Deutsch

[Zollner](#), Pater Hans

„Mein Gott, warum hast du mich verlassen?“

[Seuss](#), Christine, *Vatican News*, 05 Oktober 2018

Kinderschutzzentrum der Gregoriana hebt Masterstudiengang aus der Taufe

[Zollner](#), Pater Hans, *Vatican News*, 23 November 2018

Pater Zollner: Strukturen und Abläufe zur Missbrauchsprävention schaffen

[Vatican News](#), 24 November 2018

Scicluna: „Nie wieder Vertuschen!“

Vatican News, 24 November 2018

Kardinal O'Malley: „Kritischer Moment für die Weltkirche“

Vatican News, 25 November 2018

Missbrauchsprävention: Start einer weltweiten Reform

Gisotti, Alessandro und Mario Galgano, *Vatican News*, 30 November 2018

Vatikan: Laien und Geistliche gemeinsam gegen Missbrauch

Galgano, Mario, *Vatican News*, 14 Dezember 2018

Jesuitenpater Lombardi: Schmerhaft, aber dringend nötig, über Missbrauch zu sprechen

Galgano, Mario, *Vatican News*, 18 Dezember 2018

Anti-Missbrauchsgipfel im Vatikan: Bischöfe sollen zuvor Opfer treffen

Zollner, Pater Hans, *Vatican News*, 23 Januar 2019

Zollner hofft auf Folgetreffen für römischen Kinderschutz-Gipfel

Tornielli, Andrea und Mario Galgano, *Vatican News*, 28 Januar 2019

Fliegende Pressekonferenz: „Sich das Drama des Missbrauchs bewusst machen“

Pour une couverture complète de la Rencontre sur la Protection des Mineurs dans l'Église, [cliquez ici](#).

Español

Vatican News, 28 julio 2018

El Papa acepta la renuncia de McCarrick como cardenal

Vatican News, 31 julio 2018

Obispos chilenos en plenaria extraordinaria. Mons. Ramos: llegar a la raíz de la crisis

Mutual, Griselda, 01 agosto 2018

Abusos. México dice: “Ni uno más”

Mutual, Griselda, 04 agosto 2018

Chile: Obispos reconocieron haber fallado a su deber en los casos de abuso

Mutual, Griselda, 07 agosto 2019

Chile, abusos. Obispos: lo que vivimos como Iglesia es muy doloroso

Bonilla, Mireia, 07 agosto 2019

Papa envía carta al Episcopado chileno y apoya sus decisiones para contrastar abusos

Vatican News, 10 agosto 2018

[El Papa sigue los pasos para afrontar y prevenir casos de abusos en Chile](#)

Hagenkord, Bernd, 15 agosto 2018

Arrepentimiento, tristeza, vergüenza: Las reacciones de la Iglesia en Pensilvania

Vatican News, 17 agosto 2018

Abusos en Pensilvania. El Papa: erradicar este horror, las víctimas son la prioridad

Mutual, Griselda, 17 agosto 2018

Abusos en Pensilvania. Card. DiNardo: es una catástrofe moral

Vatican News, 18 agosto 2018

Padre Zollner: en la lucha contra los abusos se juega la misión de la Iglesia

Gisotti, Alessandro, 18 agosto 2018

El Papa y los abusos en los EE.UU.: buscar siempre la verdad

Vatican News, 18 agosto 2018

Padre Zollner: en la lucha contra los abusos se juega la misión de la Iglesia

Ynestroza, Patricia, 20 agosto 2018

El Papa sobre los abusos «Si un miembro sufre, todos sufren con él»

Vatican News, 20 agosto 2018

Abusos. Greg Burke: el Papa lo subraya, las heridas nunca prescriben

Mutual, Griselda, 21 agosto 2018

Comisión para la Protección de Menores: tolerancia cero contra los abusos

Martinez, Renato, 21 agosto 2018

Obispos de EE.UU., Australia y Canadá sobre la Carta del Papa al Pueblo de Dios

Gisotti, Alessandro, 22 agosto 2018

Card. Parolin: Los abusos son atrocidades, en Irlanda el Papa dará esperanza

Martinez, Renato, 23 agosto 2018

Obispos argentinos: “Que se asegure la protección de menores”

Mutual, Griselda, 25 agosto

El Papa en Irlanda: El fracaso ante los abusos es causa de sufrimiento

Martinez, Renato, 26 agosto

Irlanda: El Papa Francisco se reunió con ocho víctimas de abusos

Lobos, Sofia , 26 agosto 2018

El Papa reza en el Santuario de Knock y pide perdón por la herida de los abusos

Mutual, Griselda, 26 agosto 2018

El Papa en Irlanda: Perdón por los abusos y por los chicos alejados de sus madres

Martinez, Renato, 30 agosto 2018

Obispos de Paraguay: firme compromiso con la protección de los menores

Martinez, Renato, 18 diciembre 2018

Protección de los menores: “Obispos, visiten a víctimas que han sufrido abusos”

Tridente, Giovanni, *Palabra*, 31 diciembre 2018

Hans Zollner, SJ: ‘Necesitamos personas que se toman en serio el tema de la salvaguardia de los menores’

Vatican News, 16 enero 2019

Gisotti: objetivo del encuentro de febrero sobre protección de menores

Colagrande, Fabio, 23 enero 2018

Protección de menores. P. Zollner: grupos de trabajo para ayudar a las Iglesias locales

Fontana, Maurizio, 12 enero 2018

El Padre Zollner presenta el Encuentro sobre la Protección de Menores

Pour une couverture complète de la Rencontre sur la Protection des Mineurs dans l'Église, [cliquez ici](#).

Portugues

Colagrande, Fabio, 22 dezembro 2018

Burke: discurso do Papa à Cúria é preparação para encontro sobre abusos

Colagrande, Fabio, 28 dezembro 2018

Encontro no Vaticano sobre abusos: esclarecer procedimentos, mudar atitudes

Centofanti, Sergio, 02 janeiro 2019

Crise dos abusos: bispos dos EUA iniciam em Chicago retiro espiritual

Vatican News, 02 janeiro

Papa aos bispos dos EUA sobre crise de abuso: oração e discernimento

Colagrande, Fabio, 24 janeiro 2019

Proteção dos menores. Pe. Zollner: grupos de trabalho para ajudar as Igrejas locais

Vatican News, 30 janeiro 2019

Proteção dos menores, Zollner: encontro para dar novamente credibilidade à Igreja

Vatican News, 12 janeiro 2019 Padre Zollner apresenta o Encontro sobre a Proteção dos Menores

Pour une couverture complète de la Rencontre sur la Protection des Mineurs dans l'Église, [cliquez ici](#).

A look at child abuse on the global level

Traduction de travail

Useful links:

- [*Towards a Global Indicator: on Unidentified Victims in Child Sexual Exploitation Material, Summary Report*](#), ECPAT, INTERPOL, 2018.
- [*A Familiar Face: Violence in the lives of children and adolescents*](#), United Nations Children's Fund (UNICEF), 2017.
- [*Toward a world free from Violence: Global survey on violence against children*](#), Office of the Special Representative of the Secretary General on Violence Against Children, 2015.
- [*Studio multi-paese sui drivers della violenza all'infanzia*](#), Istituto degli Innocenti, Fiorenze, 2016.
- [*Inspire: Seven Strategies for Ending Violence Against Children*](#), World Health Organization, 2016.
- [*European report on preventing child maltreatment: Summary*](#), World Health Organization, 2013.

Premise: The true gravity of the phenomenon is unknown

Sexual abuse of minors, an historical phenomenon which can be found in every culture and in every society, has relatively recently become the object of systematic study. This is due to the changed sensibility of public opinion on a topic that in the past was considered a taboo. Even today, however, the available statistics gathered by various national and international organizations (WHO, UNICEF, INTERPOL, EUROPOL, etc.) do not represent the true extent of the phenomenon which is often underestimated, primarily because many cases of sexual abuse of minors are not reported. In fact, **1 out of 3 tell no one** (THORN, 2017). Research conducted by UNICEF in 30 countries confirms this fact. A small percentage of victims said that they asked for help. Behind this reluctance could be the fear of vendetta, feelings of guilt, shame, confusion, distrust in institutions, cultural and social conditioning, but also misinformation regarding the services and structures that can help. The one thing that is certain is that millions of children in the world are victims of exploitation and sexual abuse.

General Data¹⁵

The Victims

► **Global level:** In 2017, the WHO estimated that up to **1 billion minors between the ages of 2 and 17 years of age have endured violence** either physical, emotional, or sexual. Sexual abuse (from groping to rape), according to some UNICEF estimates from 2014, affected over **120 million children**, representing the highest number of victims. In 2017, the same UN organization reported that in 38 low and middle income countries, almost 17 million adult women admitted having a forced sexual relationship during their childhood.

► **Europe:** In 2013, the WHO estimated that **almost 18 million children** had been victims of sexual abuse in Europe: 13.4% of all girls and 5.7% of all boys. According to UNICEF, in 28 European countries, about 2.5 million young women have reported sexual abuse, with or without physical contact, before the age of 15 years (data published in 2017). In addition, 44 million (about 22.9%) have been victims of physical violence, while 55 million (29.6%) have been victims of psychological violence. And this is not all: in 2017, an INTERPOL report on the sexual exploitation of minors led to the identification of 14,289 victims in 54 European countries.

¹⁵ The data reported here refers to a sampling of countries chosen on the basis of the availability of reliable data.

► **Asia:** In India, between 2001 and 2011, the "Asian Center for Human Rights" reported a total of **48.338 cases of the rape of minors**, with an increase of 336%: from 2,113 cases in 2001, to 7,112 cases in 2011.

► **North America:** In the United States, official government data reports that over **700 million children** are victims of violence and abuse every year. According to the International Center for Missing and Exploited Children (ICMEC), one out of 10 children experiences sexual abuse.

► **Oceania:** In Australia, according to data published by the Australian Institute of Health and Welfare (AIHW) in February 2018, covering the years 2015-2017, 1 out of 6 women (16%, or 1.5 million) reported that they were abused physically or sexually before the age of 15, and 1 out of 9 men (11%, or 9.92 thousand) reported that they were abused when they were boys. Between 2015-2016, about 450 million children were under child protection measures and 55,600 minors had been removed from their homes to treat the abuse suffered and prevent further abuse. The risks that the native populations experience should not be forgotten: according to AIHW, between 2015-2016, indigenous children were 7 times more likely to suffer abuse or abandonment in respect to their non-indigenous peers.

► **Africa** In South Africa the results of research conducted by the Center for Justice and Crime Prevention revealed that in 2016, 1 out of 3 South Africans, male or female, was at risk of sexual abuse before reaching the age of 17. According to that study, the first of its kind on the national scale in South Africa, **784.967** teenagers between the ages of 15 and 17 had already experienced sexual abuse. The victims in this case are prevalently boys. Not even 1/3 had reported the violence to the police.

In other African countries, the sexual abuse of minors is part of the wider context of violence linked to conflict which plagues the continent and makes it difficult to quantify. The phenomenon is also closely connected with the practice of **early marriage** which is widespread in various African nations.

Who commits the abuse?

► On the **global level**, it has emerged that such violence (whether physical, sexual or emotional) is committed mostly by **parents, relatives, spouses of child brides, or teachers**. In addition, according to UNICEF data from 2017 regarding 28 countries, out of 10 adolescents who have reported forced sexual relations, 9 revealed that they were victims of a person they know or was close to the family.

► The home is not the only theater of violence. Others, such as **schools and the world of sports** are also environments in which episodes of sexual abuse can occur. Research done by the UK's National Society for the Prevention of Cruelty to Children in 2011 reported that 29% of the children interviewed reported that they had experienced sexual harassment (physical and verbal) in the sporting centers they frequented.

Online

► With the develop of the internet, cases of abuse and violence perpetrated online is clearly growing. According to data from 2017 from the Internet Watch Foundation (IWF), **a web page displays images of children being sexually abused every 7 minutes**. In 2017, 78,589 URLs were identified that contained images of sexual abuse, concentrated particularly in the Netherlands, followed by the United States, Canada, France and Russia. 55% of the victims are less than 10 years old. 86% contained images of girls, 7% of boys, and 5% contained images of both boys and girls.

Sex tourism

► According to data from 2017, the World Tourism Organization (UNWTO), each year **3 million** persons take a trip in order to have sexual relations with minors. The most popular destinations are **Brazil**,

Dominican Republic, Colombia, Thailand and Cambodia, and more recently, some African and Eastern European countries.

► The first six countries of origin of those who perpetrate the abuse are: France, Germany, the United Kingdom, China, Japan and Italy. Not to be overlooked is the growing number of women traveling to developing countries seeking paid sex with minors. In total, they represent about 10% of the world's sex tourists.

► In addition, according to a study conducted by ECPAT International (End Child Prostitution in Asian Tourism) between 2015 and 2016, 35% of these sex tourists are regular customers, while 65% are occasional customers. It is a significant fact that the perpetrators of such crimes, in most cases, are oblivious of the fact that they are committing a crime.

“Best Practices”

Under the leadership of the WHO, a group of 10 international agencies¹⁶ developed and approved a series of strategies called **INSPIRE**, in total **7 strategies to put an end to violence against children**. Each letter of the word INSPIRE represents one of the strategies, most of which have proven to be effective in preventing various types of violence, as well as being beneficial in such sectors as mental health, education, and crime reduction.

The seven strategies are:

- **Implementation and enforcement of laws:** e.g. prohibiting violent discipline and limiting access to alcohol and firearms.
- **Norms and values:** e.g. modifying the cultural norms that permit the sexual abuse of girls or aggressive behavior between boys.
- **Safe environments:** i.e. identifying the “hot spots” for violence in the neighborhood and then addressing local causes through policies aimed at resolving the problems and providing other types of intervention.
- **Parent and caregiver support:** e.g. providing formation for parents of young people, and first-time parents.
- **Income and economic strengthening:** such as microfinance fostering economic equality between men and women;
- **Response and support services:** e.g. guaranteeing children who have been exposed to violence adequate access to emergency care and to psychiatric and social services.
- **Education and life skills:** such as ensuring that children attend school and providing life training and other social skills.

¹⁶ CDC: United States Centers for Disease Control and Prevention; CRC: Convention on the Rights of the Child; End Violence Against Children: The Global Partnership; PAHO: Pan American Health Organization; PEPFAR: President's Emergency Program for AIDS Relief; TfG: Together for Girls; UNICEF: United Nations Children's Fund; UNODC: United Nations Office on Drugs and Crime; USAID: United States Agency for International Development; WHO: World Health Organization